

Comprendre

la tragédie capitaliste

Imaginer

le système d'Après !

Par Dominique Gagnot

Contact : machine.capitaliste@sfr.fr

Première publication : 25 octobre 2017

Dernière révision : 16 mars 2020

Livre en version papier :

<https://www.amazon.fr/dp/B084DFY1MG>

Destiné à ceux qui s'interrogent sur notre organisation économique et sociale, ce livre remet en question ses bases les plus fondamentales.

Sans prétention littéraire, son écriture se veut aussi simple et concise que possible.

**La représentation commune de notre monde capitaliste est biaisée.
Elle ne permet pas de le comprendre dans sa réalité.**

En effet, de manière insidieuse, notre système capitaliste détourne à son avantage - et à notre insu - la fonction de tout ce qui est susceptible de renforcer l'image que les dominants veulent lui donner. Seront ainsi pervertis les « experts », les médias ou encore l'Ecole de la maternelle aux plus prestigieux établissements qui façonnent notre perception du système.

Notre vie durant, nous baignons dans cette idéologie qui nous apparait naturelle au même titre que la pluie et le beau temps.

Mais dès lors que nous sommes conscients de ce stratagème, les rouages de cette machine sautent aux yeux !

Nous verrons pourquoi et comment la privatisation des ressources premières confère un pouvoir quasi totalitaire à ceux qui se pavanent au sommet de la pyramide sociale.

Et nous découvrirons qu'un système libéral, duquel les ressources premières seraient propriété lucrative de la collectivité, répondrait de ce fait et de lui-même aux désirs de la collectivité, de même que le système libéral actuel répond aux désirs des propriétaires de ces ressources.

À propos de l'auteur :

Ingénieur « Recherche et Développement » dans l'industrie électronique, ma spécialité était de tordre des problèmes de sorte à concevoir des solutions nouvelles. (Une douzaine de brevets internationaux).

Interloqué par l'absurdité du système économique qui régit notre monde, j'ai ainsi, eu égard sans doute à ma formation professionnelle, démonté cette machine pour en comprendre les tenants et les aboutissants, afin de faire éclore un système socialement et écologiquement viable, humain et responsable.

Sommaire

• Comprendre la tragédie capitaliste	P 11
• Les biens communs, leur gaspillage,	P 17
• La nature, son saccage,	P 19
• La misère, le fanatisme,	P 19
• Les puissants, leurs marionnettes,	P 20
• Les deux camps : propriétaires et travailleurs,	P 23
• Les ressources premières, le capital,	P 23, 72
• Le savoir-faire, le travail,	P 23
• La Rente, le profit,	P 24, 49
• La propriété,	P 25, 64, 81
• Les fonctionnaires, les salariés,	P 25
• Gérer dans le temps.	P 29
• Le chômage de masse,	P 30
• Les banquiers,	P 32
• La monnaie,	P 32
• La Banque centrale, les banques...	P 33
• La spéculation,	P 34
• L'État,	P 36
• La dette, les intérêts,	P 36
• L'impôt,	P 37
• L'effondrement,	P 38
• Les grands patrons, et les petits,	P 43
• La « tour Eiffel » sociale,	P 45
• Les syndicats,	P 46
• La « mondialisation »,	P 47
• Les élections présidentielles,	P 50

• Les experts,	P 52
• Les médias,	P 53
• L'École,	P 56
• Le pouvoir,	P 58
• Imaginer le système d'Après !	P 60
• La liberté,	P 65
• La collectivité,	P 65
• Le communisme,	P 66
• Le libéralisme,	P 67
• Communisme libéral,	P 67
• Administration,	P 67
• L'inflation,	P 68
• Déflation,	P 69
• La croissance,	P 69, 80
• Le Pouvoir économique au peuple,	P 74
• Financement	P 78
• Propriété	P 81
• Les premiers objectifs...	P 83
• Et l'homme dans ce nouveau paradigme ?	P 92
• Le nouveau rôle des médias,	P 93
• Révolution,	P 94
• Postface, les SCOP,	P 98
• Mutation du capitalisme,	P 101
• Epilogue,	P 109
• Bonus - Comment se débarrasser d'un peuple.	P 111

La recherche systématique de profits, raison d'être du capitalisme, conduit à organiser le pillage des ressources terrestres et humaines.

Cette entrée en matière est violente. Vous allez découvrir que la réalité est machiavélique.

Pour un observateur extérieur à notre monde, les raisons des catastrophes économiques, sociales et écologiques sont évidentes voire grotesques. Et pourtant nous ne les voyons pas car nous sommes prisonniers d'un système de pensée construit tout au long de l'évolution de nos sociétés occidentales.

Vous comprendrez comment une minorité tire les ficelles ; et que leur jeu est à l'origine de ces catastrophes.

Il est passé sous silence que - dans les faits - le pouvoir est aux mains des grands propriétaires et banquiers.

Une réelle démocratie supposerait que les ressources premières¹ et le contrôle de la monnaie reviennent à la collectivité. Les puissants perdraient ainsi leur domination et nous serions enfin libres de gérer ces ressources non plus pour maximiser leur rentabilité, mais pour restaurer la planète et sauver ses habitants dans un système qui, par ailleurs, pourrait être libéral.

1- Il s'agit des ressources naturelles et des ressources essentielles pour la collectivité (infrastructures...), liste page 72.

Nous allons présenter une forme de capitalisme débarrassé de sa tare originelle : la propriété lucrative privée des ressources premières. Désormais, ces ressources appartiendraient aux collectivités, qui en tireraient une Rente, *aujourd'hui privée...*

Selon le désir des populations cette Rente, utile à l'équilibre du système financier alimenté par la Banque centrale, servirait l'entretien des éco-socio-systèmes. Les entreprises publiques bénéficieraient de cette manne, et les entreprises privées associées seraient alors motivées par le profit issu, non plus de l'accaparement ou de la destruction de ces ressources comme depuis toujours mais, comme nous le verrons, du profit résultant de la restauration et de l'entretien des éco-socio-systèmes!

Par ailleurs, le profit n'autorisant plus l'accumulation privée de ressources, il deviendrait inoffensif.

Le « système d'après » que nous prônerions utiliserait ainsi ce qui fait la force du capitalisme, pour servir la collectivité et reconstruire la biosphère. Ceci passe donc par la collectivisation des ressources premières, et non leur privatisation.

Préambule

Les crises rythment notre histoire. Bien que d'ampleurs et de natures différentes (financière, économique, sociale, écologique...), elles ont une racine commune et globale : Elles sont la conséquence directe ou indirecte des règles du « jeu de société » que *l'humanité* s'est laissé imposer : celles du capitalisme mondialisé.

On ne pourra empêcher les gigantesques catastrophes naturelles et humaines qui se préparent en modifiant nos comportements individuels dont l'incidence resterait marginale en regard des considérables nuisances liées aux activités économiques et financières.

D'où ce livre. Son parti pris est purement **logique** : on expose le ***problème global***, puis on propose des ***solutions générales***.

Comprendre la tragédie capitaliste

Une minorité d’ultra-riches domine des peuples soumis et complices, enfermés dans un système de pensée de groupe² qui les entraîne dans un désastre écologique et social planétaire.

Nous allons mettre à nu cette prison mentale.

Nous verrons que les ficelles sont grosses, mais invisibles du plus grand nombre. Tout se tient, d’où la solidité de cet échafaudage qui, désormais, est sur le point d’entraîner des bouleversements climatiques majeurs, l’exode massif de populations et l’effondrement de notre civilisation.

Vous qui lisez ces lignes aurez peut être du mal à accepter ce qui suit. Elles pourraient remettre en question vos convictions les plus profondes.

2- Pour s’intégrer dans une communauté, inconsciemment chaque membre en intériorise le cadre de pensée. Réfléchir d’un point de vue extérieur à ce cadre lui sera impossible.

Imaginez une maison dans laquelle des habitants particulièrement irresponsables seraient libres de faire ce que bon leur semble.

L'un irait brûler un morceau de charpente pour se chauffer, l'autre utiliserait le cuivre de l'installation électrique pour fabriquer on ne sait quoi, etc. Imaginez l'état de cet immeuble au bout d'un certain temps...

C'est ce que nous faisons subir à la Terre, notre maison, sans nous préoccuper aucunement des désastres qui en résultent.

Les constitutions de nos États permettent à des entreprises privées de se rendre « propriétaires » de ressources qui en fait sont des biens communs.

Dans le cadre d'un système économique capitaliste dont le seul objet est le « profit », ils s'autorisent à détruire notre planète, au mépris des conséquences sociales et écologiques...

De ce fait, il est absolument certain que notre histoire ne peut connaître qu'un épilogue désastreux. Nous sommes à ce moment de l'histoire.

Le système capitaliste actuel est la plus gigantesque arnaque de l'histoire de l'humanité, car basé sur la tromperie des populations, leur maintien dans l'ignorance, la manipulation des foules, comme nous allons le montrer.

- Gigantesque par ses dimensions mondiales ;
- Gigantesque par sa durée ;
- Gigantesque par sa perversité :

Nos dirigeants considèrent ce système pertinent, au point de ne jamais être remis en question. Cela ne se discute pas. Aucun n'envisage sa fin, et encore moins ce qui adviendra après !

Certes, le capitalisme a favorisé l'explosion de nos savoirs. Mais il n'en reste pas moins une arnaque, dont le bas de la pyramide sociale fait les frais, et qui risque fort d'entraîner notre disparition.

Nous épuisons la planète. Notre « niveau de vie » serait donc à remettre en question mais **jamais on ne discutera du système économique qui induit cet épuisement.**

Définition :

Le capitalisme est un régime politique, économique et social dont la loi fondamentale est la recherche systématique de profits grâce à l'exploitation des travailleurs, par les propriétaires des moyens de production. Il en résulte la production de biens et services destinés uniquement à la population solvable.

Du moins il pouvait se résumer ainsi jusqu'à ce que les banques en prennent partout le contrôle, avec la complicité des gouvernements, au début des années 1970.

Depuis cette époque le rôle³ des entreprises n'est plus que de permettre aux milieux financiers de faire un maximum d'argent le plus vite possible, quitte à ravager les outils industriels, le tissu social et l'écosystème à échelle mondiale. Peu importe ce qu'elles produisent, et leur rôle dans la société.

Les évolutions de nos sociétés sont la conséquence directe de ces objectifs.

3- D'un point de vue « système ».

Historique :

Tout au long des siècles, les hommes se sont battus pour faire d'un territoire leur propriété privée, et en tirer un profit personnel. Aujourd'hui, le capitalisme concentre la propriété des ressources connues de notre planète dans les mains d'une minorité.

Mais face aux crises écologiques et sociales que connaît aujourd'hui l'humanité, cette situation est intenable.

En effet, notre système capitaliste vise à maximiser les échanges de tout et n'importe quoi, échanges motivés par des profits privés, sans aucune réflexion globale.

Comme nous le montrons plus loin, cela engendre un gaspillage invraisemblable de ressources naturelles, et une dégradation rapide de la biosphère. Cerise sur le gâteau, le capitalisme ignore les limites de notre planète, considérées comme infinies !

Cela a fonctionné tant que l'écosystème le supportait. Mais un seuil a été franchi. Durant des millénaires, l'emprise de l'homme sur la nature se limita à des déforestations certes catastrophiques, mais sans aller jusqu'aux troubles majeurs que nous connaissons, telles les perturbations du climat.

Ce n'est qu'avec l'invention des machines utilisant des énergies fossiles que l'homme démultiplia ses capacités de nuisance.

En particulier, la combustion du pétrole rejette des quantités considérables de polluants dans l'atmosphère, à tel point que l'homme et d'autres espèces animales, pourraient disparaître à cause des bouleversements climatiques en chaîne que cela va provoquer comme l'indiquent les rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

Malgré l'urgence de la situation, curieusement, aucune autre voie n'est envisagée par les gouvernements alors que ce sujet est sans aucun doute l'enjeu le plus important pour notre planète. La raison en est simple : **remettre en question le système capitaliste, c'est remettre en question ce qui jusqu'ici tenait lieu de fondement de nos sociétés : la propriété privée des ressources.**

Le système perdure sur la crainte ressentie par certains et justifiée par l'absence d'autre voie, de perdre ce qu'ils ont acquis.

Et puisqu'il est impensable de le remettre en question, on préférera toujours considérer que ces catastrophes écologiques et sociales sont la conséquence de comportements strictement individuels, qu'il est de bon ton de blâmer.

Ce que l'on nous présente comme étant des solutions n'est pas, et de loin, à la mesure des enjeux du problème. Ces solutions se limitent à vouloir modifier à la marge nos comportements, dans la mesure où cela ne perturbe pas trop l'ordre établi.

Mais pendant ce temps, le gouffre qui sépare les impératifs « économiques » inhérents au capitalisme et les impératifs de la nature qui nous héberge, continue de se creuser de manière dramatique.

La nature, notre maison, « s'attaque » maintenant aux humains au travers de phénomènes climatiques extrêmes, et d'amplitude croissante (sécheresses, incendies, inondations, tempêtes...).

De surcroît, la misère induite par cette gestion privée des ressources, et l'absence de perspective d'avenir, produit des fanatiques déboussolés. Ils sèment la terreur dans des actes isolés, et depuis peu au travers d'organisations d'envergure nationale, entraînant la fuite de populations désemparées, repoussées par celles qui ne le sont pas encore.

En réponse, les puissants et leurs marionnettes qui nous dirigent n'envisagent qu'une solution : la fuite en avant, pour préserver leurs privilèges liés au système.

Ils tentent de rassurer le monde en organisant des réunions au plus haut sommet, telles les « COP », pour décider de réglementations dérisoires face à l'ampleur du problème, et dont les plus défavorisés feront toujours les frais.



Le capitalisme n'a pas de conscience, mais obéit à une logique unique : celle du profit.

En effet, quelles que soient les motivations premières des entrepreneurs, dans un système capitaliste, le profit – à minima une absence de pertes financières – est un impératif absolument incontournable pour assurer l'avenir, et éventuellement attirer les investisseurs. À défaut, l'entreprise est condamnée.

L'objet, l'unique objet, du capitalisme est le profit.

Répondre aux seuls besoins solvables n'est qu'une conséquence de la recherche du profit. Les désordres sociaux et écologiques, sans autre limite que la destruction de l'éco-socio-système (système rendu possible par la nature dans lequel nos sociétés peuvent se développer), sont l'autre conséquence. **L'urgence, devenue extrême**, est de réparer les dégâts causés à ce système.

Si le chemin pour y parvenir n'est pas évident à trouver, nous proposons, après une description du capitalisme d'aujourd'hui et de ses objets, une organisation économique que nous envisageons comme un aboutissement nécessaire.

Remarque préalable :

Les propos qui suivent évoquent les propriétaires et les travailleurs en tant qu'acteurs économiques au sens très général.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire en lisant ce qui suit, il ne s'agit pas de blâmer tous les propriétaires ! Ceux-ci ne font que défendre leurs intérêts, chose normale dans le cadre bien compris des règles **imposées** par le capitalisme.

Ceux qui portent éventuellement une responsabilité dans ce système sont les hyper-profiteurs et leurs serviteurs, trop heureux des privilèges qu'ils en retirent, qui font tout pour éviter que cela change.

Ce qui leur est facile, puisqu'ils disposent de tous les moyens... ou presque.

En fait, le capitalisme est une vision simpliste de la société :

Les acteurs se divisent en deux camps :

- Le camp des **propriétaires**, qui outre leurs éventuelles compétences, possèdent le capital c'est-à-dire l'ensemble des ressources : la terre, les matières premières, les usines, etc.
- Le camp des **travailleurs**, qui ne possèdent rien ou presque, hormis leur savoir-faire.

Le but du jeu est que les propriétaires gagnent le plus d'argent possible en utilisant les travailleurs pour exploiter leur capital.

Les propriétaires sont les maîtres du jeu, car ils possèdent les ressources dont personne ne peut se passer, c'est-à-dire les ressources premières,⁴ qui sont à la base de notre survie.

Dans ce cadre, le savoir-faire des travailleurs n'est pas toujours indispensable ; il l'est de moins en moins d'ailleurs.

4 - Voir page 72

Les propriétaires tirent une **rente** de leurs biens, en les louant ou en les faisant exploiter donc, par des travailleurs. ⁵

Le chiffre d'affaires de leurs entreprises paie les salaires et les frais divers pour une partie. L'autre constitue ce que l'on appelle leur **profit**.

Le but du capitalisme, indépendamment des entreprises exerçant sous ce régime, est exclusivement de maximiser la part du profit.

Du point de vue capitaliste, les travailleurs et la planète ne sont que force de travail et ressources physiques, qu'il convient d'exploiter au moindre coût.

Toute autre considération (destruction de l'écosystème, paupérisation...) est sans objet car ignorée du capitalisme.

5 - Comparativement aux locataires, les propriétaires qui usent de leurs biens les louent à eux même...

Pourquoi y a-t-il des propriétaires, et des non- propriétaires ?

Les propriétaires ne sont pas apparus naturellement !

Il y a quelques milliers d'années, la propriété privée n'existait pas (hormis pour les objets personnels, mais cela est sans conséquence pour ce qui nous occupe ici).

Les premiers propriétaires ont simplement clôturé un champ, et déclaré « ceci est à moi ». ⁶

Ensuite, il leur a fallu le défendre et l'exploiter. Ils ont donc réparti les travailleurs en deux subdivisions :

- Ceux qui, sous l'autorité des propriétaires, représentée aujourd'hui par l'État, défendent les propriétés, et s'occupent de l'administration de la force de travail, y compris éducation et santé : **les fonctionnaires.**
- Ceux qui, par leur travail, exploitent les propriétés pour le compte des propriétaires : **les salariés.**

6- Citation de Rousseau extraite du *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* (1755) : « Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire « Ceci est à moi », et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. »

Voir cette merveilleuse illustration « **La propriété** - **Nicole Ferroni** » : <https://www.youtube.com/watch?v=xKjTSJ-cmAQ>

Bien sûr, la propriété privée n'est pas limitée aux champs. On peut privatiser le sous-sol, la biosphère en général, ce qu'ont construit nos ancêtres : les infrastructures, les réseaux de communication de toute nature, l'immobilier, les grandes entreprises, les médias qui, de fait, fabriquent « l'opinion », le savoir, **et aussi la monnaie** (cf. p. 32).

La propriété privée des ressources premières⁷ a été gravée dans le marbre des constitutions, après les révolutions du XVIII^e siècle. Lors des assemblées constituantes de cette époque, les propriétaires firent en sorte que leurs intérêts soient protégés des aléas de la « démocratie ». Rien n'a changé depuis.

Personne ne peut donc disposer de quoi que ce soit, sauf à en être propriétaire, ou accepter les conditions des propriétaires pour en disposer.

7 - Voir page 72

Les propriétaires ont intérêt à assurer leur fortune ainsi construite.

Pour cela, ils investissent dans des « valeurs refuges », des biens dont la valeur peut fluctuer, mais reste sûre sur le long terme...

Ce qui fait la sûreté de ces biens est généralement leur caractère indispensable... pour les autres, qui doivent donc payer le prix fort pour en disposer. ⁸

8 - Le prix d'un logement, par exemple, dépend pour une part du coût du travail nécessaire à sa construction, et pour l'autre part des plus ou moins-values résultant de la spéculation foncière et immobilière : pour illustrer notre propos, prenons un appartement parisien. Le coût de sa construction ne représente qu'une petite part de son prix. Le reste correspond à la valeur de l'espace qu'il occupe, qui à l'origine était gratuit puisque offert par la nature ! Cette valeur provient en fait des plus-values réalisées par les propriétaires successifs, depuis que le premier (en mesure de se défendre) a simplement déclaré « ceci est à moi ». Le prochain aura à les supporter, en attendant de les transmettre à son successeur...

Le capitalisme n'a pas pour objet de répondre aux besoins réels.

Satisfaire les besoins réels n'est qu'une conséquence particulière – et non un cas général de la recherche de profit, comme on pourrait le penser.

Bien au contraire, depuis des décennies, la recherche du profit a pour conséquence d'empêcher un nombre croissant d'individus de répondre à leurs besoins élémentaires !

Les gains de productivité, motivés par le profit, permettent en effet de supprimer les emplois devenus superflus, et donc les salaires, sans lesquels vivre devient impossible.

Par ailleurs, offrir un revenu de remplacement ne présente aucun intérêt pour les propriétaires, si ce n'est un minimum (RMI, RSA, Revenu d'existence...), utile à la paix sociale et donc à leur tranquillité. En temps normal, un revenu associé à un travail – aussi absurde soit-il – suffit généralement à maintenir un certain ordre social.

Le capitalisme interdit de gérer dans le temps.

Dans le système actuel, assurer le quotidien suppose de négliger, voire de sacrifier, l'avenir. L'impératif de compétitivité conduit en effet les entreprises à faire feu de tous bois pour assurer leurs parts de marché.

Et en particulier **ne pas** se préoccuper de ce que les économistes appellent les externalités :

On y trouve : le gaspillage de ressources naturelles, la pollution atmosphérique, l'empoisonnement des sols, des cours d'eau et des océans, la santé et la sécurité, la corruption des fonctionnaires et personnels politiques..., qui se payent à terme par des situations catastrophiques...

Et aussi, réduire la durée de vie des produits industriels au minimum acceptable, ce qui accroît les marges de profit et accélère les renouvellements.

Le chômage de masse.

Au début des années 1970, la formidable période dite des « Trente glorieuses » arriva à son terme à cause de la flambée des prix du pétrole consécutive au « choc pétrolier »⁹. Ce qui est vrai, mais les conséquences économiques et sociales qui en découlèrent sont un choix politique.

Le chômage de masse fait partie du système capitaliste. Il est très avantageux pour les propriétaires, car il incite les travailleurs à être moins exigeants...

Entre parenthèses, il est à noter qu'il serait très simple de supprimer le chômage, il suffit de réunir deux conditions :

1 - Créer des emplois en conséquence. Il est évident que, si l'on en juge par l'état de la planète et les besoins sociaux, le travail ne manque pas...

2 - Assurer leur financement. L'argent est très facile à trouver : récupérer l'évasion fiscale ; éliminer (monétiser) la dette et réaffecter ses intérêts au financement de ces emplois ; ou encore émettre la monnaie nécessaire comme la BCE le fait aujourd'hui pour... alimenter la spéculation ! (cf. p. 34.)

9 - L'expression « **choc pétrolier** » fait référence aux conséquences sur l'économie mondiale d'une modification brutale de l'offre de pétrole, combinant hausse du prix et augmentation de la consommation et/ou baisse de la production. https://fr.wikipedia.org/wiki/Choc_p%C3%A9trolier

À terme, le capitalisme permettrait de produire sans l'homme – *car les machines coûtent moins cher* – des choses que l'on ne pourrait se payer, *faute de revenus* !

C'est le comble de l'absurdité pour un système économique, mais c'est la logique du capitalisme.

Les entreprises deviennent aussi superflues, puisque leur clientèle disparaît, faute de solvabilité. À l'exception notable de certaines, largement automatisées, nécessaires à la satisfaction des besoins des seuls propriétaires qui disposeront à terme de l'ensemble des ressources, puisque les travailleurs « inutiles » auront été renvoyés en marge du système.

Le capitalisme livré à lui-même finira par s'effondrer. Laisant quelques « propriétaires » au centre d'un monde ravagé.

Et les banquiers ?

Ils émettent et contrôlent la monnaie. **La monnaie est en fait une « reconnaissance de dette »** envers celui qui la détient :

La monnaie peut passer de main en main, et permettre ainsi l'échange commode de biens ou de services.

Il faut évidemment avoir confiance en la monnaie. C'est pour cela que les faux-monnayeurs sont lourdement punis. La confiance en la monnaie est nécessairement en rapport avec la valeur des échanges qu'elle sert. Les banquiers doivent donc garantir la valeur de la monnaie qu'ils émettent.¹⁰

Les premiers banquiers disposaient d'or, qu'on leur confiait, sur lequel était gagée la monnaie qu'ils émettaient. Traditionnellement, ils garantissaient pouvoir échanger leur monnaie contre de l'or physique. L'émission de monnaie était de ce fait limitée au stock d'or que les banquiers étaient censés détenir.

10 - A noter que **les monnaies locales** ne sont pas garanties par la puissance publique. Elles ne s'appliquent donc qu'à des échanges de faible valeur...

Mais dans les années 1970, on abandonna ce principe : les banques furent alors autorisées à émettre de la monnaie sans contrepartie. Depuis elles doivent seulement respecter certaines règles prudentielles qui d'ailleurs ne les empêchent pas de prendre des risques toujours plus importants pour maintenir leur profit.

Elles doivent détenir des actifs représentant seulement une petite fraction de leurs engagements. En principe, ces actifs doivent pouvoir servir à combler leurs pertes éventuelles. En principe car, lors de la crise de 2008, leurs pertes furent si importantes que les États eurent à les renflouer pour éviter une faillite du système tout entier ! Lors de la prochaine crise financière l'intervention des États ne suffira plus à sauver le système, tant les sommes en jeu sont colossales...

Et la Banque centrale, les banques commerciales ?

Autrefois, il y avait autant de monnaies que de banques. Ce qui compliquait les échanges.

Aujourd'hui notre monnaie, commune à toutes les banques de la « zone euro », est créée à **partir de rien** par une Banque centrale et **surtout** par les banques commerciales lorsqu'elles émettent des prêts. Cette monnaie est détruite lors des remboursements.

Et la spéculation ?

La spéculation consiste à faire des paris sur des « valeurs » : des entreprises, des matières premières, des immeubles, des monnaies ; n'importe quoi en fait.

Les banques émettent des quantités considérables de monnaie sous forme de prêts destinés aux activités spéculatives.

Contrairement à l'investissement productif, la spéculation ne crée aucune richesse et ne fait que gonfler artificiellement les prix. Cela forme ce que l'on appelle des « bulles », que l'on trouve en particulier dans l'immobilier et, de manière générale, dans tout ce qui est coté en bourse... Ainsi, ces prix augmentent, jusqu'au jour où ils deviennent tellement déconnectés de la valeur réelle des biens concernés que les « bulles » éclatent (les biens surévalués ne trouvent plus preneur), provoquant alors un effondrement soudain, ce qui *in fine* entraîne des faillites bancaires... C'est ce que l'on appelle pudiquement une « crise systémique », telle celle de 2008.

Si l'on est capable de prévoir quand une valeur va monter ou descendre, on peut gagner rapidement beaucoup d'argent en achetant et/ou revendant ses titres au bon moment. Pour ce faire des ordinateurs extrêmement puissants, programmés par nos plus brillants cerveaux, observent le marché et calculent en permanence la meilleure manière d'en tirer profit pour le compte de banquiers et de spéculateurs en général.

Mais puisque la Finance ne se préoccupe absolument pas des conséquences économiques, sociales ou écologiques de ses jeux, la société paie les pots cassés.

Plutôt que de servir l'économie, les banques financent une sorte de casino, qui asphyxie l'économie.

Le capitalisme aujourd'hui :

En principe, un État souverain a tous les pouvoirs. En particulier, il contrôle sa Banque centrale. Par conséquent, celle-ci peut lui accorder des prêts sans intérêts (dans tous les cas, il se les verserait à lui-même !) dont les remboursements sont garantis par la capacité de l'État à lever l'impôt, si son gouvernement le souhaite, en fonction de sa politique économique.

Mais « l'Europe » interdit totalement aux États de se financer par eux-mêmes.

Ainsi, pour investir, couvrir leur déficit budgétaire, financer les intérêts de leurs énormes dettes, ou encore compenser l'évasion fiscale¹¹, les États n'ont pas d'autre choix que d'emprunter sur les marchés financiers, aux conditions des prêteurs : **c'est une formidable aubaine pour ceux qui ont une fortune à placer !**

11 - Les intérêts de la dette, et les pertes dues à l'évasion fiscale, sont du même ordre de grandeur, et au total de l'ordre de cent vingt milliards d'euros en 2016.

Cela coûte en moyenne 4 000 euros par an à chaque foyer français !

Les emprunts d'État sont on ne peut plus sûrs, et peuvent rapporter gros : l'emprunt Giscard, émis en 1973, est une merveille du genre : pour 6,5 milliards de francs empruntés pour 15 ans, l'État dut rembourser (en intérêts et capital) plus de 90 milliards de francs.¹²

Cet emprunt signa l'envol de la dette publique, qui auparavant était quasiment inexistante.

Aujourd'hui, la dette de l'État français se monte à deux mille deux cents milliards d'euros, et rapporte environ quarante milliards d'euros par an¹³ d'intérêts aux heureux prêteurs, payés par la population tout entière. C'est en quelque sorte un **impôt inversé sur la fortune**.

La création monétaire, normalement privilège de l'État, a été transférée à un système bancaire privé, qui se nourrit de l'État et de la collectivité... qui en assument les pires défaillances.

Aussi incroyable que cela paraisse, c'est la réalité.

12 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Emprunt_Giscard

13 - les intérêts ont nettement baissé, suite aux émissions monétaires massives de la BCE... (Voir p.39)

Le système capitaliste est maintenant dans sa phase d'effondrement :

Le capitalisme, dans son principe de base, est aussi ancien que la propriété privée. Dès lors que quelqu'un eut l'idée de clôturer un champ, il eut probablement rapidement l'idée d'employer des tiers pour l'exploiter...

Le capitalisme ne cessa depuis de se développer avec les quantités toujours plus importantes de marchandises que l'on sut produire et échanger.

Implicitement on considère ce développement sans limite ; lui admettre une fin serait reconnaître qu'il faille un jour changer de jeu. Les joueurs de la partie actuelle ne peuvent s'y résoudre, et tentent de la prolonger par tous les moyens.

Or les ressources nécessaires au capitalisme pour perdurer sont évidemment limitées ; **le système ne peut que s'effondrer une fois cette limite atteinte.**

Alors, pour prolonger la partie la Banque centrale européenne (ainsi que les autres Banques centrales) achète à des banques commerciales, des spéculateurs, ou encore à des entreprises cotées en bourse, des titres de créances pourries (sans valeur), pour des milliards par jour¹⁴ ce qui soutient leur valeur boursière (qui sinon s'effondrerait), leur permettant ainsi de distribuer des dividendes à leurs actionnaires.

Sans acheteurs, les valeurs boursières ne vaudraient plus rien, leurs détenteurs seraient ruinés, et l'économie paralysée.

Également, elle prête à taux... négatifs, aux banques commerciales (Elle les rémunère pour qu'elles empruntent !), monnaie qui, fort logiquement, va s'investir là où l'on peut espérer les meilleurs gains : dans la spéculation.

Vous avez bien lu : la Banque Centrale Européenne intervient massivement sur les marchés pour assumer les risques que prennent les spéculateurs ainsi encouragés à poursuivre leurs activités...

Dans le même temps elle s'interdit de créer de la monnaie pour financer services publics, infrastructures, transition écologique et ainsi irriguer l'économie réelle ...

La BCE agit clairement contre les intérêts des populations.

14 - C'est ce qu'ils appellent des « mesures d'assouplissement quantitatif » qui font partie de « mesures non conventionnelles » (!)
<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/theories-economiques/politique-monnaire/l-assouplissement-quantitatif/des-injections-massives-de-liquidites-pour-lutter-contre-la-deflation/>

Malgré tout les services publics fonctionnent encore plus ou moins tant que les créanciers de l'État acceptent, tels de gentils bousiers, de « rouler » son énorme dette moyennant le versement de copieux intérêts qui à eux seuls engloutissent l'impôt sur le revenu.¹⁵



Bousier roulant la dette¹⁶

L'économie réelle, moins profitable que la spéculation, manque donc désespérément de monnaie. Ce manque freine les échanges, pénalisant ainsi les entreprises. Cette situation s'avère catastrophique car leur activité moindre entraîne une réduction de la masse salariale, et donc du pouvoir d'achat global, ce qui génère des faillites à commencer par celles des PME.¹⁷

15 - <https://www.planetoscope.com/comptes-publics/1184-interets-de-la-dette-publique-francaise.html>

16 - <https://www.flickr.com/photos/elgentscho/6883404352>

17 - Les grandes entreprises cotées en bourse sont relativement protégées par la BCE ou par l'État car, comme on l'a vu, elles font partie des marchés financiers qui doivent être soutenu.

En conséquence de la politique de la BCE, on assiste donc à une inflation des biens spéculatifs recherchés par les plus riches pour placer leur fortune, et à la déflation des produits manufacturés. Toutefois, cette déflation est tempérée par la hausse de certains coûts liés à la spéculation et aux importations, en particulier celle du pétrole.

Note :

Il faut bien distinguer l'entreprise du personnel qui y travaille. Le personnel est une coûteuse ressource, qui doit donc être réduite au minimum possible. L'existence d'une entreprise cotée sur les marchés, et la valeur de ses actions, ne se justifient que par sa capacité supposée à distribuer des dividendes.

Désormais, puisque la BCE peut alimenter ces entreprises en monnaie fraîche, il leur serait, en principe, possible de distribuer des dividendes sans aucune activité ! **C'est ce vers quoi tend le système : Un marché boursier ou s'échangent des titres d'entreprises virtuelles, alimenté par la BCE. Dans les milieux spécialisés elles portent un nom : les « entreprises zombies ».**

Il est à noter que pour conserver sa crédibilité, la monnaie doit rester rare. Du moins pour le plus grand nombre, ainsi soumis à ceux qui – en fin de compte – l'accumulent.

La mission suprême des Banques centrales est aujourd'hui de soutenir le système capitaliste : elles injecteront toujours de la monnaie fraîche dans les seuls circuits financiers et spéculatifs, pour retarder son inéluctable effondrement...

... le temps de mettre en place un autre système, dans lequel les hyper-fortunés conserveraient le pouvoir absolu, par l'intermédiaire d'États policiers.

La « protection envers les actes terroristes » permettrait de le justifier. ¹⁸

18 - Les actes terroristes touchent énormément l'opinion qui pourrait y voir un danger majeur dès lors qu'ils sont surmédiatisés.

Et les patrons ?

Contrairement à une idée largement colportée, **les patrons ne sont que rarement dans la catégorie des propriétaires !** ¹⁹

L'immense majorité des patrons fait partie des travailleurs et, à ce titre, s'auto-exploite avec ses salariés, parfois dans les pires conditions. Le statut d'« auto-entrepreneur » permet cela. ²⁰

19- On insinue que petits et grands patrons ne font qu'un : médiatiser les problèmes des petits patrons permet de justifier des aides qui en réalité iront essentiellement dans la poche des propriétaires de grandes entreprises (leurs actionnaires).

20- Au concept d'auto-entrepreneur, on ajouta celui d'ubérisation (du nom d'Uber...) : le régime de l'« auto-entreprise » permet de travailler pour son propre compte sans avoir à supporter les cotisations sociales auxquelles sont ordinairement soumises les entreprises. Cette réduction de charges est source de concurrence déloyale envers les autres entreprises, contraintes de ce fait à précariser elles aussi leurs salariés... Fort à propos, l'ubérisation permet aux plus grandes entreprises d'employer des auto-entrepreneurs plutôt que du personnel protégé par un statut de salarié, bien plus coûteux. Ainsi, les « travailleurs » sont progressivement renvoyés aux conditions du XIX^e siècle.

Seuls les patrons des grandes entreprises, telles celles cotées en bourse, sont à classer dans le camp des propriétaires. Car leurs intérêts sont liés, d'où leurs énormes salaires.

Leur mission est d'en extraire un maximum de profits. Pour ce faire, ils font pression sur leurs employés, fournisseurs, et sous-traitants, qui eux-mêmes font pression sur leurs employés fournisseurs et sous-traitants...

Ceci se répète *ad nauseam* jusque tout en bas de la pyramide économique et sociale, mondiale.

Bien que le capitalisme ait entraîné une élévation du niveau de vie (provisoire ?) dans les pays développés, il exerce une pression économique ravageuse.

Elle est d'autant plus forte que – à l'échelle des pays tout comme à celle des individus – l'on se trouve vers le bas de la pyramide économique et sociale mondiale : nulle en haut ; écrasante en bas.

Cette pyramide est d'ailleurs plutôt une « tour Eiffel » au sommet toujours plus élancé.

Quelque soit l'étage où l'on se trouve, en général on aspire naturellement à grimper.

Ceux des étages moyens et supérieurs jugent le monde ainsi bien fait, d'autant que les inférieurs sont hors de leur champ de conscience.

Cet édifice reste stable. Du moins, jusqu'à ce que la partie « moyenne » ne décroche, du fait de l'évolution du système...

Et les syndicats

Leur rôle est d'assurer les négociations entre les salariés ou les fonctionnaires, et les propriétaires exclusivement dans le cadre du système capitaliste. Les syndicats font partie du système. Sauf à trahir leur mission, et le patronat qui les finance en partie, ils ne peuvent s'y opposer.

Ils encadreront les grèves et manifestations destinées à canaliser la colère des travailleurs dans des défilés et festivités sans grande conséquence pour les dominants.

Et la « mondialisation » ?

Pour faire baisser le coût du travail, et « aider » le développement des pays sous-développés les gouvernements, à la solde des "propriétaires", mirent en concurrence ces derniers avec les anciens pays développés socialement avancés, en supprimant progressivement les barrières douanières, dans le cadre de la mondialisation, qu'ils prétendent inéluctable, de l'économie.

Cette concurrence est mortifère pour les droits des travailleurs, qui n'ont d'autre choix que de les abandonner les uns après les autres pour rester dans la compétition mondiale. À terme, il leur faudra se contenter de ce que voudront bien payer ceux qui auront encore à les employer. (...)

On peut objecter que cela permet le développement d'autres pays, mais si tel est le problème à résoudre il serait bien préférable de coopérer et transférer des technologies pour les conduire vers une indépendance économique, qui apporte liberté et sécurité économique.

La réalité est que cette politique mortifère est de l'intérêt des intermédiaires et financiers qui encaissent les marges résultant de l'écart entre le fort pouvoir d'achat des anciens pays développés et les faibles coûts de production des pays en voie de développement. Cela ne peut que se terminer par les catastrophes économiques et sociales actuelles.

L'importation de marchandises produites dans des pays à bas salaires peut détruire des secteurs économiques entiers, et faire perdre les compétences qui allaient avec. C'est ce qui se produit avec l'ouverture inconsidérée des frontières. Nos branches textiles, sidérurgiques, de technologies de pointe, et bien d'autres, dont l'essentiel secteur agricole, sont ainsi ravagées. On peut craindre qu'à terme tout le pays ne soit ainsi dévasté.

Les pays développés deviennent dépendants économiquement du reste du monde. Ils perdent ainsi leur souveraineté, au grand bénéfice de ceux qui contrôlent les échanges et assoient leur pouvoir au détriment des peuples.

Un éventuel retour à la souveraineté des États comme solution prônée par certains est problématique, car il suppose de reconstruire un tissu industriel, et aussi agricole, toujours plus délabré.

Les populations sont devenues esclaves de la Finance, qui elle est au service des propriétaires.

À propos du profit :

Les propriétaires, les banquiers et leurs intermédiaires sont en position de tirer des profits de différentes natures :

- **Les dividendes** : ils proviennent des bénéfices réalisés par les entreprises et sont versés à leurs actionnaires.
- **Les plus-values** : elles résultent de la différence entre le prix d'achat et le prix de vente de titres de propriété.
- **Les loyers** : ils sont perçus sur la location principalement immobilière. (et aussi toutes sortes de choses...)
- **Les intérêts** : ils rémunèrent les prêts bancaires.

Et les élections présidentielles ?

Elles sont capitales !

Elles donnent les apparences d'une parfaite démocratie : chaque citoyen peut être candidat (sous réserve d'obtenir le parrainage de « grands électeurs »...), et tout le monde peut voter bien que beaucoup n'en voient plus l'intérêt et depuis des décennies...

Les travailleurs, pourtant nettement plus nombreux, n'ont en effet aucune chance de voir un hypothétique représentant les gagner.

Car les dés sont pipés : les propriétaires disposent de tous les atouts pour emporter à coup sûr, peu ou prou, la victoire, sans même parler de leurs moyens financiers pratiquement illimités.

Longtemps avant l'appel aux urnes, les propriétaires auront repéré leurs poulains (plusieurs par sécurité...) parmi les citoyens aspirant à de « hautes responsabilités », et dont la prétention n'a d'égale que la vacuité de la pensée.

D'opportunes responsabilités, généralement ministérielles, les propulseront ensuite en permanence à la une des médias.²¹

21 - Tous les présidents ont été nommés au préalable dans un précédent gouvernement, et ce depuis Georges Pompidou qui fut Premier ministre du général de Gaulle (à l'exception de François Hollande qui ne fut que président du groupe PS à l'Assemblée nationale, et candidat à la présidentielle en remplacement de Dominique Strauss-Kahn, empêché).

Assis dans leurs fonctions, ils auront alors eu le loisir de se construire l'image d'un « dirigeant » : cela passe par une gestuelle noble, le regard dominateur, l'intonation affirmée, un calme olympien face à l'adversité.²²

Et surtout la capacité à **dire éventuellement le contraire de ce qu'ils pensent avec des accents de profonde sincérité**, car le grand nombre n'a évidemment pas à connaître le sort qui lui sera réservé. Ne restera plus ensuite qu'à choisir le « meilleur » d'entre eux, le moment venu.

Tandis que le camp des travailleurs, lorsqu'il est représenté, devra se contenter des miettes médiatiques qu'on voudra bien lui laisser.

Dans le même temps, de sorte à rendre vaine toute réelle opposition, on mettra en lumière des adversaires inoffensifs²³, mais capables d'attirer les voix des mécontents, toujours plus nombreux au fil des élections.

Comme pour vendre une lessive, tout est dans l'emballage et la promotion. Le public n'en demande pas plus, d'autant qu'il n'est préparé à rien d'autre.

22 - Une « élite » doit se distinguer du *vulgum pecus*. D'où le décorum dont ils s'affublent. Notre monde « civilisé » a fait sienne cette exigence, qui commence par le port de la cravate...

23 - L'extrême droite est dans ce rôle depuis l'élection présidentielle de 1988, ainsi que nombre de « petits candidats » de gauche.

Et les « experts » ?

Des experts, essentiellement néolibéraux ou d'idéologies voisines, sont omniprésents dans les grands médias (ils sont une bonne douzaine, et ont des plateaux réservés²⁴). Leurs méthodes d'analyse de la société sont assez étonnantes : ils se réunissent pour discuter de tel ou tel point d'actualité. Ce peut être l'emploi, les inégalités, l'impôt, etc. etc.

Ensuite, ils trouvent des liens entre différents éléments, et en tirent des conclusions d'autant plus extravagantes qu'ils ignorent superbement le problème dans son ensemble. D'ailleurs, jamais ils ne le posent.

Ils ne cherchent pas la vérité, ils la fabriquent. Leur rôle est « d'éclairer le peuple ». Mais jamais on n'invitera un trop pertinent contradicteur. Ou si par inadvertance cela se produit, on tentera alors de l'inférioriser pour dévaloriser ses propos.²⁵

Parmi leurs extravagances on trouve :

- Il faut travailler plus longtemps ! Pour répondre à la raréfaction du travail...²⁶
- Il faut réduire les « coûts » ! Ignorant tout des ravages sociaux et écologiques qui découlent de cette injonction...

Fascinés par les chiffres, ils ont perdu tout contact avec le réel.

24 - « C dans l'air » émission politique de la 5^èm chaîne est emblématique.

25 - Etienne Chouard en a fait les frais avec Jacques Attali le 05.09.2014, dans l'émission "Ce soir ou jamais" de Frédéric Taddeï (diffusée sur France 2, et supprimée depuis)

26 - Le chômage de masse a pour effet une réduction de la masse des cotisations sociales. Pour compenser, il faut travailler plus longtemps !

Et les médias ?

Le rôle des « grands » médias, en particulier les chaînes de télévision, est éminemment sournois. Ce sont eux qui « fabriquent » l'opinion.

On peine à imaginer à quel point ils sont sournois tant leurs animateurs nous sont familiers et sympathiques, comme des amis de la famille...

Or c'est par leur filtre que nous parvient l'idée que nous nous faisons du monde dans lequel nous vivons.

Tous, collègues, amis, voisins, voyons les mêmes images, entendons les mêmes discours, connaissons les mêmes célébrités, sommes émus par les mêmes événements, éblouis par les mêmes exploits guerriers, humains, scientifiques, médicaux, sportifs, et autres...

Les médias sont en position de manipuler les masses, et le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont efficaces. Les ultra-riches l'ont parfaitement compris.

En France, quelques milliardaires détiennent l'ensemble des principaux médias, télévisions, radios, presse écrite, et contrôlent ainsi l'information. De plus l'État subventionne avec largesse les journaux **les plus serviles**, et de manière symbolique ceux qui donnent un son de cloche discordant condamnés, eux, à rester plus ou moins dans l'ombre.

Les personnages omniprésents dans les médias le sont, car **leur « vision du monde » est conforme à celle que portent leurs propriétaires**. La sophistication de leurs moyens et l'importance de leur audience, donne un poids tout particulier à leurs paroles. Ce qui laisse penser que le monde est tel qu'ils nous le montrent.

Non pas qu'ils mentent mais, pour ce qui nous intéresse, les faits seront sélectionnés et présentés avec fatalité. Par exemple : le chômage augmente. On lutte contre le chômage (depuis quarante ans !) mais il augmente. C'est comme ça.

Jamais le système capitaliste ne sera évoqué et encore moins remis en question, alors que le chômage en est le pur produit.

On a tendance à croire que les journaux télévisés reflètent la réalité. Mais la réalité a de multiples facettes, parmi lesquelles on peut faire son choix. On diffusera donc ce qui est susceptible d'attirer le plus de spectateurs possible, afin de maximiser les recettes publicitaires qui en dépendent, tout en veillant à rester dans le cadre de l'idéologie qui sert les intérêts des propriétaires. Exemple *a contrario*, **une critique pertinente du capitalisme ne serait jamais diffusée !**

En donnant une apparence de neutralité, on abordera les sujets négatifs (famines, guerres, migrations, misère, chômage, terrorisme, désastres écologiques...) **mais jamais on analysera ces informations, et surtout jamais ne sera fait de lien avec le système qui en est souvent à l'origine.** On laissera penser qu'il s'agit là de fatalités auxquelles on compatit, et contre lesquelles on « lutte » bien évidemment.

Comme disait Coluche (disparu dans des circonstances obscures²⁷) : « On ne peut pas tout dire à la télévision, il y a trop de monde qui regarde ».

Pour les médias, le capitalisme est naturel, de même que la Terre est ronde. Cela ne se discute pas.

27- Tué par un camion qui lui a soudainement barré la route dans une ligne droite et avec une excellente visibilité, alors qu'il roulait à 70 km/h, comme le rapportent ses amis qui le suivaient, ainsi que l'enquête factuelle de « Moto Journal » n° 755.

Les grands médias ont tous repris le communiqué officiel de l'Agence France Presse annonçant qu'il a percuté à vive allure un camion manœuvrant dans un virage, sans jamais corriger cette « information ».

Et l'École ?

Sa mission est de former les enfants et jeunes adultes à la vie dans la société.

Former signifie selon Montaigne « développer une aptitude, exercer ou façonner l'esprit, cultiver », en l'occurrence s'adapter à la société capitaliste. Ses objectifs sont :

- Que l'enfant intègre le fait qu'il doit se soumettre à l'autorité, sans jamais se questionner. L'enfant en comprend normalement de lui-même tout l'intérêt, à commencer par les marques d'attention que lui portent ses enseignants, sous réserve qu'il y soit prédisposé. À défaut, il sera en échec, et devra en assumer les conséquences.
- Acquisition d'un savoir... dans les limites du cadre fixé par le système.
- Classement dans la hiérarchie sociale, matérialisé par l'obtention, ou non, d'un diplôme. Les plus hauts diplômés sont les mieux « formés » au système. Ils en seront les élites, occuperont des postes d'expertise, ou de « direction », là où se prennent les décisions qui concernent le corps social...

À noter qu'il n'est pas dans les attributions de l'Éducation nationale d'enseigner aux jeunes adultes pourquoi, véritablement, le système est tel qu'il est. En effet, on imagine mal l'École leur apprendre ce que nous expliquons ici...

On préférera simplement dire que « il faut travailler pour vivre, gagner de l'argent », et autres banalités qui tombent sous le sens commun.

Les « bons élèves » se satisfont de ces sommaires explications.

Les élèves des « grandes écoles » qui forment les futurs cadres du pays auront appris que le profit est essentiel car il motive l'investissement, tandis que la compétitivité préserve nos parts de marché. Ce qui implique de réduire les coûts, etc.

Ils ne se laisseront pas ensuite de le marteler, incapables de penser autrement.

Le « haut diplômé » aura fait sienne l'idéologie capitaliste. Malheur à celui qui pense différemment car, fatalement, « c'est qu'il ne comprend rien »...

Caractéristique particulière au capitalisme :

Puisque le jeu des élections (présidentielles et législatives) leur est favorable les propriétaires écrivent l'essentiel de la loi. Leur pouvoir est total : économique et politique.

Soulignons que la propriété privée est relative au système. Elle est donc susceptible d'être abolie contrairement à ce que les grands propriétaires souhaiteraient laisser penser.

Faute de disposer de ressources suffisantes, des individus ou des pays sont contraints de s'endetter auprès de propriétaires et banquiers qui ainsi les dominent et peuvent les pressurer ou les piller en toute légalité, pour disposer de misérables moyens.

Il faut remarquer toutefois que les propriétaires, en tant qu'individus, ne sont pas nécessairement en cause. Les plus vertueux d'entre eux ont aussi à prendre des décisions catastrophiques. Par exemple fermer des entreprises socialement, humainement, écologiquement utiles, qui faisaient vivre des régions entières, mais non viables sur le plan économique... dans CE système.

Le problème EST dans les règles du jeu du capitalisme lui-même, qui conduisent fatalement à des désastres.

Conclusion :

Le pouvoir est dans la propriété des ressources premières.²⁸

La question qui se pose alors est :

Qui doit les détenir et pour en faire quoi ?

Imaginer le système d'Après !

Important :

Certains concepts utilisés dans le cadre de ce système d'Après, ne doivent pas être confondus avec ceux du système actuel.

Par exemple les « loyers » font ici office d'impôt redistribué à la collectivité...

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, préambule à la Constitution de 1958^{29;30}

Art. 17. La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

29- <https://www.legifrance.gouv.fr/Droit-francais/Constitution/Declaration-des-Droits-de-l-Homme-et-du-Citoyen-de-1789>

30- <https://www.legifrance.gouv.fr/Droit-francais/Constitution/Constitution-du-4-octobre-1958>

Cet article 17 précise donc que (*l'entière*) propriété privée **peut** être remise en cause si la nécessité publique l'exige...

Si en 1789, la gabegie de la gestion privée des ressources naturelles était supportable du fait, à cette époque, de la faible population et de l'exploitation balbutiante de ces ressources, aujourd'hui ce n'est plus du tout le cas.

Gérer ces ressources de manière rationnelle est devenu un impératif, que seule une organisation collective peut éventuellement garantir.

C'est le point clé que nous développons après avoir précisé la définition des termes ci-dessous.

Propriété ; Liberté ; Collectivité ; Communisme et Libéralisme au sens économique ; Administration ; Inflation ; Déflation ; Croissance :

Leur seule évocation fait hérissier les poils, tant ils sont chargés d'histoire et de sang... Aussi, il est essentiel de les remettre à plat et au clair, pour ce qui nous importe.

Propriété :

Elle se décline ainsi :

- **Entière propriété :** c'est ce que sous-entend communément le seul terme « propriété ». Elle donne à son bénéficiaire le droit d'utiliser, d'échanger, de vendre, ou encore de détruire la chose en question, sans que personne ne puisse y contrevenir. Elle comprend à la fois la propriété d'usage et la propriété lucrative.
- **Propriété d'usage :** son bénéficiaire peut user de la chose en question et, par là exclusivement, en tirer un profit matériel ou financier s'il s'agit d'une exploitation. C'est le cas des occupants ou exploitants locataires par exemple. Mais ils ne peuvent vendre, échanger ou détruire le bien dont ils disposent.
- **Propriété lucrative :** son bénéficiaire n'utilise pas lui-même la chose concernée. Il peut l'échanger, la vendre, la louer, la détruire. Par exemple un immeuble, une entreprise... et en tirer ainsi un profit financier. Elle sert la spéculation (tirer bénéfice de transactions), la rente (perception de loyers ou dividendes) et l'accumulation de fortunes.

Liberté :

On notera que ceux qui réclament le plus de libertés sont généralement les plus riches, leurs moyens leur permettant d'en jouir pleinement. Liberté pour les uns, misère pour les autres.

Une réelle liberté pour tous suppose que chacun ait les moyens de l'exercer dans les limites d'un possible soutenable.

Collectivité :

Chacun d'entre nous cherche à affirmer une individualité indispensable à son épanouissement. Mais nous ne pouvons nier faire partie de la collectivité des humains qui vivent sur Terre !

Nous avons donc des biens communs... Le problème qui se pose alors est de les gérer au mieux de nos intérêts présents et futurs. C'est ce qui se pratique dans les plus petites communautés. La problématique est la même, mais à plus grande échelle.

Force est de constater que l'on n'a jamais cherché à préserver les biens communs à l'humanité tout entière, mais au contraire à diviser celle-ci pour établir une compétition économique ravageuse. L'explication en est simple : « diviser pour mieux régner... »

Communisme (au sens économique) :

S'il est un mot plus gros que les autres, c'est celui-ci.

Le communisme, dans sa définition essentielle, consiste à gérer les biens communs que sont les ressources premières³¹ d'une collectivité, dans l'intérêt collectif.

Leur propriété lucrative (voir au-dessus) ne peut donc être privée. En revanche, la propriété d'usage, qui en pratique seule nous importe, reste privée : un immeuble, un terrain doivent servir le logement et non l'enrichissement sans cause.

Le communisme est la forme d'organisation sociale la plus évoluée. À tel point que, **en interne, les entreprises capitalistes sont toutes « communistes »** ! Bien sur ces entreprises capitalistes répondent aux souhaits de leurs propriétaires ou actionnaires, mais leurs ressources sont au service de l'entreprise. Le personnel travaille dans un objectif commun : servir l'entreprise et non pas son intérêt personnel, ce qui d'ailleurs est puni par la loi.

À noter que les Etats Unis ont toujours cherché à contenir ou éliminer les régimes communistes susceptibles de faire de l'ombre au capitalisme³². Par conséquent un tel régime n'a jamais pu se développer. Pour mieux brouiller les cartes, on a toujours cherché à associer ce terme aux pires dictatures.

31 - Voir page 72

32 - Les dirigeants susceptibles de faire de l'ombre au capitalisme sont d'une manière ou d'une autre partout écartés à commencer par ceux des pays aux ressources prometteuses...

Libéralisme (au sens économique) :

À l'opposé du communisme, **le libéralisme économique consiste à éliminer toute entrave à la liberté des entreprises.** Cela ne peut que conduire à des catastrophes sociales et écologiques puisque ces paramètres seront ignorés dès lors que leur prise en compte s'oppose à la rentabilité financière.

Communisme libéral (au sens économique) :

L'expression peut surprendre. Il s'agit d'un système où les biens communs que sont les ressources premières³³ seraient gérés dans l'intérêt de la collectivité.

A l'intérieur de ce cadre la liberté d'entreprendre et de faire du profit est totale.

Il s'agit du modèle que nous présentons dans cette seconde partie.

Administration :

L'Etat est un mauvais stratège dit-on, les économies administrées auraient toutes échoué.

C'est oublier que sous de Gaulle, par exemple, l'économie était en grande partie planifiée et a donné naissance à d'importants succès... Ce qui signifie que le problème n'est pas l'Etat, mais dans ceux qui le gouvernent.

33 - Voir page 72

Or depuis Georges Pompidou, les élections conduisent à sélectionner des personnages dont les compétences ne sont pas du tout adaptées, comme nous l'avons vu précédemment...

La question est donc dans le mode de sélection des dirigeants, leur contrôle, et la définition de l'administration. Nous y reviendrons plus loin.

Inflation :

L'inflation est une augmentation générale et durable des prix qui se traduit par une perte du pouvoir d'achat de la monnaie.

Dans une économie *capitaliste* saine (à supposer cela possible), l'inflation favorise la croissance de l'activité, puisqu'elle encourage à investir avant que les prix n'augmentent. De nombreuses raisons conduisent les prix à augmenter : offre plus rare ou solvabilité accrue de la demande (les prix s'y adaptent !), ou un renchérissement des coûts de production, ou la spéculation de certains intermédiaires (on espère trouver preneur à meilleur prix) ou une décision politique (augmenter les taxes...).

L'hyperinflation vient d'une hausse des prix des biens et services soudaine et incontrôlée (Guerre, crise économique majeure...) Dans une économie hyper inflationniste, le phénomène s'autoalimente. Les agents économiques modifient leur comportement pour s'adapter à cette situation, ce qui a pour effet de l'amplifier encore plus.

La bonne réponse à l'hyperinflation serait d'accroître la production des biens concernés si cela est possible, et à défaut de rationner... (Ce qui donne naissance au marché noir.)

Déflation :

C'est le contraire de l'inflation. La déflation peut avoir des effets désastreux si les prix des marchandises, par exemple importées, tombent en dessous des coûts de production des producteurs locaux, les faisant ainsi disparaître. Seules des régulations adaptées mais contraires au dogme du libéralisme économique, permettraient d'y faire face (Tel que taxer les importations...).

Croissance :

Par croissance il faut entendre la croissance du PIB, ou encore celle de l'agitation économique. Dans le système actuel, peu importe ce que l'on produit ou détruit. C'est ce qui fait le bonheur des capitalistes, car leurs revenus augmentent. Mais il est à noter que les conséquences de la croissance sont liées au système, et de l'utilité de ce que l'on y produit.

Dans un système vertueux, tel celui que nous proposons ici, ces conséquences seraient bénéfiques, et non plus catastrophiques. Construire et mettre en activité une armada de dépollution des océans n'aurait pas les mêmes conséquences que construire et mettre en activité des usines de bouteilles en plastique...

Important :

Nous proposons, dans ce qui suit, une organisation économique que nous envisageons comme l'aboutissement nécessaire d'une révolution. Cela suppose une transition complexe et imprévisible. Bien que cette transition soit un sujet essentiel il nous est difficile d'en dire plus.

Nous ne prétendons pas avoir les meilleures réponses aux questions soulevées par la nécessaire réorganisation du monde. Ceci serait affaire de spécialistes *dénués d'intérêts particuliers*, mais à défaut nous proposons quelques pistes de réflexions, qui relèvent du bon sens.

Les problématiques, qu'il s'agisse de nos institutions, de l'industrie, de l'agriculture, des transports, de l'habitat, etc. doivent être remises à plat.

Nous avons aujourd'hui à faire face à une quadruple crise : crise écologique, crise financière, crise économique et crise sociale.

- La crise écologique est la conséquence de la catastrophique exploitation capitaliste des ressources naturelles.
- La crise financière entraîna les crises économiques et sociales.

Cette crise financière a été provoquée par la politique de dérégulation monétaire (très profitable pour les spéculateurs et intermédiaires financiers) menée aux États-Unis puis en Europe, qui se termina par une cascade de faillites bancaires en 2008 (crise des « subprimes³⁴ »).

Pour endiguer la contagion, les États, en empruntant eux-mêmes sur les marchés financiers, mirent à disposition des banques les sommes nécessaires à leur consolidation, de sorte qu'elles poursuivent impunément leurs activités dévastatrices. Alors que l'on aurait pu à cette occasion les nationaliser à moindres frais, ou au minimum régler...

Le moment est venu de terminer la révolution de 1789. Le pouvoir passa des monarques aux grands propriétaires, il doit maintenant passer au peuple éclairé.

34 - Aux Etats Unis, des prêts immobiliers furent très facilement et massivement accordés, provoquant une hausse incontrôlée des prix, hausse financée par des prêts toujours plus importants... Cela se termina par l'insolvabilité des ménages et des banques.

Comme nous l'avons montré dans la première partie, la propriété des ressources premières confère un pouvoir totalitaire à son détenteur. (Celui qui tient la gourde dispose d'un pouvoir absolu sur ceux qui ont soif)

Ces ressources sont en particulier :

- La biosphère en général, le sol, le sous-sol.
- Les réseaux de communication :
 - matériel, - énergie, - informationnel,
- Les services de Santé, Éducation,
- Les immeubles,
- Les grandes entreprises.
- Les médias qui fabriquent « l'opinion »,
- Le Savoir,
- Les informations stratégiques, ³⁵
- « La monnaie »,³⁶

Ceux qui contrôlent ces ressources contrôlent absolument tout, y compris le pouvoir politique, puisqu'il est soumis aux contraintes économiques !

35 - Ce que l'on appelle les DATA, qui caractérisent individus, entreprises, associations... utiles à leur manipulation et surveillance.

36 - Le contrôle de « la monnaie » inclue celui de l'ensemble des circuits financiers, à commencer par la Banque centrale.

Attention !

Il ne s'agirait pas là de sombrer dans un communisme primaire ! Et encore moins dans l'égalitarisme...

Le profit individuel est un élément moteur essentiel, pour peu que l'on en élimine la possibilité d'accumuler des ressources indispensables à tous. Le pire étant d'accumuler ces ressources pour en tirer une rente sur autrui... ce qui est la finalité du capitalisme actuel !

Le profit motive (en partie) les entrepreneurs et les talents, sans lesquels nombre de réalisations ne verraient pas le jour. (Voir point 3.1 page 85.)

Si le profit permet de prendre au plus tôt une retraite, d'habiter un lieu de rêve, de se livrer à une passion, etc. ce serait désormais une juste et légitime récompense puisque, comme nous le proposons plus loin, ce profit viendrait **essentiellement de la remise en état et de la préservation de l'éco-socio-système**, et non plus de la réponse aux seuls besoins privés.

À noter que, contrairement à une idée répandue, **le profit n'implique pas nécessairement l'écrasement des travailleurs**. Pour l'éviter, il suffit en effet de faire en sorte que l'offre de travail soit supérieure à celle des travailleurs disponibles ! Il s'agit là d'un problème de régulation.

Le Pouvoir économique au peuple

La propriété des ressources premières, doit donc nécessairement revenir au plus grand nombre, pour lui donner – enfin – le pouvoir et les moyens de changer de système.

Le système de pouvoir (république ?...) est essentiel, mais pour l'instant nous nous limiterons à proposer ce qui suit.

Nous devons reprendre la propriété des ressources premières, en indemnisant s'ils sont légitimes et au cas par cas leurs actuels propriétaires, et en contraignant à l'aide de taxes les propriétaires de biens purement spéculatifs (qui ne leur sont d'aucun usage), à les céder à la collectivité.

Un Conseil de Sages³⁷ déciderait, avec l'accord du peuple, à travers la gestion de ces ressources, des finalités de l'économie. Les intérêts collectifs auraient remplacé les profits d'une minorité.

37 - Voir page 83

Nous devons remettre en état l'éco-socio-système planétaire, saccagé par le capitalisme des rentiers.

Nous devons remplacer par des moyens infiniment plus rationnels l'ensemble des structures économiques.

Nous devons relocaliser et rationaliser les productions pour simplifier l'entretien et le recyclage des produits industriels.

Il s'agirait de partout minimiser notre impact écologique, n'utiliser que des ressources et énergies renouvelables ou recyclables, faire avec la nature et non plus en la détruisant.

Encore une fois, il ne s'agirait pas de collectiviser l'économie. Chacun serait libre d'investir dans des entreprises, dont il pourrait tirer un profit monétaire.

Dans le système que nous proposons, la monnaie, et donc le profit monétaire, ne permettrait plus d'accumuler ou de gaspiller de ces précieuses ressources désormais propriétés de la collectivité, mais seulement de s'offrir une vie plus agréable à travers services et droits d'usage. Ou encore investir et réinvestir dans des entreprises...

Les entreprises répondraient aux objectifs de la collectivité, non pas par obligation, mais parce qu'elles y trouveraient leur intérêt.

Remarque :

Il faut bien distinguer les ressources dont la propriété confère un pouvoir lié à leur caractère indispensable au reste de la population, des autres ressources. Nous parlons ici du sol, des matières premières... ou encore de l'air que l'on respire ! ³⁸

Ce type de capital doit être détenu par la collectivité, afin qu'il puisse être géré de manière rationnelle dans l'intérêt commun, et non plus de manière irresponsable car motivée par le seul profit d'intérêts privés.

A contrario, la propriété privée de biens dont la production est pratiquement sans limite – si ce n'est celle de la bonne gestion des ressources – ne peut faire de tort à personne.

Disons alors que l'on parle d'un capitalisme « allégé » de tout pouvoir privé.

38 - Dans certaines villes, à Pékin par exemple, où l'atmosphère est parfois irrespirable, on peut acheter de l'air pur !

Contrairement à nombre de partisans du retour au local, qui par ailleurs est en effet souhaitable, il faut être conscient qu'une économie avancée doit disposer d'une industrie³⁹ aussi développée que possible, qu'il est justement impossible de développer partout localement, mais seulement à échelle nationale, ou de plusieurs pays.

À défaut, le risque est de perdre l'indépendance vis-à-vis de régimes politiques que l'on ne souhaiterait pas avoir à partager... Ou encore de se condamner à vivre dans les conditions matérielles seulement permises par l'artisanat...

On oublie facilement que les objets qui facilitent notre vie, tels de simples ampoules d'éclairage, les machines à laver, nos moyens de communication, de transport, les coûteux équipements hospitaliers, ou encore ceux qui produisent de l'électricité verte ou pas, etc., ne poussent pas dans les champs, mais sont le fruit d'une chaîne industrielle qui nécessite de très, très, gros moyens, que seuls de grands pays peuvent développer.

En conséquence, si l'on souhaite décentraliser les pouvoirs et la production, on ne peut pas le faire pour les moyens industriels, nécessairement concentrés et gérés à l'échelle de pays.

39 - L'industrie capitaliste est extrêmement polluante et énergivore. Mais on peut imaginer une industrie capable de répondre aux besoins essentiels limités par les seules énergies et ressources renouvelables ou recyclables disponibles.

Financement :

La Banque centrale, gérée sous le contrôle des citoyens, aurait seule le privilège d'émettre la monnaie. Les crédits offerts par les banques privées seraient alimentés par les dépôts privés, et éventuellement par des prêts de la Banque centrale...

La masse monétaire serait régulée via la Rente collective perçue sur l'usage de ressources premières, à commencer par celle du sol. A noter que les plus fortunés en concurrence pour occuper les meilleurs endroits, seraient conduits à enchérir non plus pour acheter, mais pour louer (disposer de la propriété d'usage) les lieux convoités. La Rente proviendrait donc, pour ainsi dire, d'un **loyer que chacun verserait en tant qu'utilisateur de la planète, à hauteur et en contrepartie de la propriété d'usage** de son habitation, ou de quelque ressource première que ce soit.

Par ailleurs, **la dette** de l'Etat (quelle que soit la masse monétaire) serait nulle par construction : le pays se prête à lui-même à travers sa Banque centrale!

La remise en état de l'éco-socio-système serait le principal secteur d'activité, entraînant la création de nouvelles entreprises, et offrant de très nombreux emplois.

La propriété lucrative privée étant abolie (Hormis les actions de nouvelles entreprises, voir ci-après), il deviendrait impossible de tirer une rente d'un tiers. Seule la collectivité, actionnaire universel, aurait ce privilège dans l'intérêt de tous.

Toutefois – exception notable – investir et spéculer resterait possible sur un marché d'actions de nouvelles entreprises (voir le point 3.1, page 85) ou de manière marginale sur les objets de collection, mobiliers, etc. sachant que les pièces exceptionnelles doivent rester dans le patrimoine collectif.

A noter que dans le cas d'innovations en lesquelles personne ne croit à l'exception d'un petit nombre, la spéculation est un moteur souvent indispensable à l'investissement...

Pour ce qui est des objets de collections, on peut voir ça comme un jeu pour certains et qui ne fait de tort à personne.

La Terre « appartient » à tous, et à tout le vivant. Nous n'en sommes que les locataires de passage.

La croissance :

La croissance y serait une bonne chose : à une croissance de l'activité économique correspondrait un gain écologique.

Illustration : Supposons que l'Administration offre tel prix/tonne de déchets plastiques récupérés dans les océans.

Des entreprises, investisseurs et banques privées, vont alors se positionner sur ce créneau profitable, provoquant une croissance vertueuse.

Les banques privées seront ensuite remboursées en capital et intérêts par l'Administration. De même, Les investisseurs toucheront des profits s'il y a lieu.

La Rente perçue par l'Administration équilibrera ses comptes.

Par ailleurs il existe de nombreuses pistes pour réduire, voire annuler l'impact écologique de l'activité économique productive:

- Utilisation de matériaux issus du vivant et donc recyclables puisque biodégradables, dans tous les domaines (pour l'anecdote, nos écrans OLED utilisent des matières organiques !);
- Dématérialisation pour ne faire voyager que des informations y compris pour réaliser des objets, ou encore manipuler des outils à distance (chirurgie...)

Propriété :

Les actuels locataires et propriétaires foncier et immobilier seraient désormais sur un pied d'égalité, tous propriétaires d'usage, c'est-à-dire locataires de la collectivité qui détiendrait la propriété lucrative des biens concernés.

Les rentes locatives qui en découleraient serviraient désormais la collectivité, et non plus des intérêts privés, peu soucieux de l'intérêt général...

Tout comme actuellement pour le cas de la pleine propriété, la propriété d'usage s'établirait devant notaire, et permettrait ainsi de disposer de son bien librement et indéfiniment.

La propriété d'usage offrirait bien des avantages :

- Il serait inutile de disposer d'un important capital pour y accéder, et donc avoir à emprunter...
- Le droit d'usage, et les charges correspondantes, se transmettraient aux héritiers.⁴⁰
- Les importants travaux de construction et d'entretien seraient financés par la collectivité propriétaire. (Comme aujourd'hui pour les immeubles qui appartiennent à l'État.)

40 - Bien que socialement injuste on peut souhaiter ou non conserver l'héritage, mais c'est un autre débat.

La contrepartie est que, tous, nous aurions donc à payer un loyer dont le montant dépendrait de l'offre et de la demande : très élevé là où la demande est forte, tels les beaux quartiers, et parfois au contraire quasiment gratuit, en particulier dans les territoires abandonnés par la société capitaliste, qui par ailleurs bien souvent ne manquent pas de charme.

Afin de passer en douceur du système actuel à un système réellement viable et juste, les ex-proprétaires seraient indemnisés, ou non, au cas par cas.^{41 42}

Bien sûr, ils resteraient éventuellement propriétaires d'usage de leur bien en assurant la charge du loyer. Sur la durée, les « anciens riches » s'appauvriraient en payant les loyers très élevés de leurs luxueuses résidences. Sauf à justifier de revenus conséquents...

41 - Le dédommagement pourrait consister en la gratuité du droit d'usage durant une certaine période de par exemple 20 années, ou par le versement d'un capital financier.

42 - Les biens purement spéculatifs, telles les grandes entreprises, les banques, les infrastructures et autres ressources naturelles, ne rentrent pas dans ce cadre.

Quels seraient les premiers objectifs du système économique d'après le capitalisme ?

(Ceci n'est bien sûr qu'une proposition d'ébauche)

1 - Former des gouvernements de Sages : il est bon d'oublier totalement les formes actuelles de sélection de nos dirigeants, pour tenter de définir comment recruter des « Sages ». Précisons que la volonté du peuple doit être respectée, il ne s'agit pas de laisser une « élite éclairée » décider à sa place.

Une première assemblée aurait à écrire la Constitution, précisant en particulier le mode de sélection des Sages responsables de la politique essentiellement écologique et sociale à venir. Leur moralité doit être garantie. Ils auraient à s'entourer de diverses compétences pour piloter l'Administration.

Cette assemblée se tiendrait sur Internet pour permettre une écriture on ne peut plus démocratique de la Constitution. (Voir les puissants outils développés par la communauté des utilisateurs, telle l'encyclopédie Wikipédia⁴³ ...).

Pour repérer des « Sages », voir les méthodes utilisées par les « chasseurs de tête » qui sont basées sur des compétences, actions, réalisations. Les citoyens seraient conviés à proposer des candidats.

43 - <https://fr.wikipedia.org/wiki/Wikip%C3%A9dia>

Un aspect critique est l'étude des méthodes et moyens à mettre en œuvre pour limiter **les risques de corruption**, qui peuvent toujours gangréner ce type de société.

(Remarquons que le système politique actuel ne s'en est jamais sérieusement occupé, et pour cause...)

Pour ce qui est des actions sur le terrain, voir ceux qui s'y trouvent déjà, c'est-à-dire par exemple les organisations non gouvernementales qui œuvrent aujourd'hui avec de très faibles moyens, compte tenu de l'immensité des tâches à accomplir. Leurs moyens seraient alors démultipliés grâce au financement généré par la Rente tirée de la vente de droits d'usage dont nous avons parlé.

2 - Socialiser l'ensemble des ressources premières, à l'aide de création monétaire, ou autre moyen tel que la gratuité de l'usage sur une période définie.

Cela suppose évidemment que l'État ait repris le contrôle de sa Banque centrale.

Dans un premier temps, mettre en place les structures administratives et techniques nécessaires à l'établissement d'un inventaire aussi juste et détaillé que possible, et définir les indemnités légitimes. L'État pourrait ensuite préempter progressivement...

3 - Reconsidérer les activités néfastes de l'actuelle logique économique, telles la finance, les assurances, la pub, et bien d'autres dont la liste serait longue à établir. En fait la plupart des activités sont corrompues par la nécessité de « faire de l'argent » et il conviendrait de les redéfinir une à une...

Pour reprendre les exemples emblématiques :

3.1 La Finance se résumerait à des services bancaires, et à une bourse de valeurs réservée au financement des nouvelles entreprises. (voir p. 106)

Ce serait là une exception notable à l'impossibilité de spéculer mais justifiée par le risque inhérent et nécessaire à la création d'entreprises, qui ainsi pourraient lever des fonds et échanger leurs titres.

Ces nouvelles entreprises seraient ensuite généralement revendues à la collectivité à la disparition de leur créateur, ou plus tôt s'il le souhaite, leur valeur étant déterminée en fonction de leur utilité commune, et de sorte à encourager la création d'entreprise. La collectivité, principal actionnaire, transmettrait alors leur gestion en particulier à ceux qui y travaillent.

3.2 Une assurance est d'autant plus efficace que la population qu'elle couvre est élargie de sorte à diluer les risques, ce qui serait le cas d'une Sécurité économique et sociale d'État étendue à tous les secteurs.

3.3 La publicité serait avantageusement remplacée par des services d'informations proposées et partagées par les fournisseurs et usagers, sur l'internet.

4- Reconsidérer la production pléthorique d'objets redondants (illusion de choix) ou vite périmés, rationaliser les produits industriels, partout coopérer, limiter la concurrence seulement là où ses effets sont positifs, par exemple dans des innovations souhaitables : concevoir des objets à durée de vie illimitée comme on savait parfois le faire jusque dans les années 70... et fonctionnant sans énergie fossile. (Pour l'anecdote, les pièces détachées nécessaires à l'entretien des anciennes 2CV Citroën conçues il y a 70 ans, sont toujours fabriquées !).

On peut se demander quel est l'intérêt d'avoir le choix entre des centaines ou milliers de téléphones, de machines à laver, de modèles différents d'automobiles...

Il s'agit là d'une autre conséquence du capitalisme. Chaque fabricant a intérêt à produire ses propres modèles, pour se démarquer de la concurrence, et en multiplier le nombre pour accroître ses parts de marché. Mais cela conduit à un désastre écologique : gaspillage incontrôlé de précieuses ressources, rejets de toutes sortes de déchets dans la nature.

Si la concurrence est en effet bénéfique au niveau de la conception d'un produit, il faut au préalable en définir les **performances souhaitables**⁴⁴, selon des priorités : bien entendu le coût écologique en intégrant dès la conception le recyclage en fin de vie, la simplicité d'entretien, et bien sûr la qualité du service rendu. Ceci change considérablement du problème tel qu'il est posé dans notre actuel système capitaliste... Lors de la phase de conception d'un produit, la compétition, ou mieux la coopération⁴⁵, entre différentes sociétés revêt donc tout son intérêt. Mais cette phase étant terminée, plutôt que de lancer la production en masse de nombre de modèles plus ou moins semblables, il serait préférable de sélectionner le projet qui répond le mieux aux besoins des utilisateurs et aux exigences environnementales.

44 - Là encore des applications sur Internet pourraient être destinées à cela.

45 - Avec les modèles émergents de "communautés contributives ouvertes" (OVN : Open Value Networks), il est possible de faire mieux en passant de la compétition à la "coopétition".

La compétition incite à la retenue d'information, ce qui porte préjudice à l'innovation, en fragmentant les connaissances et savoir-faires.

La "coopétition", telle que définie ici, est basée sur une coopération des personnes mais une rivalité des solutions. Les communautés contributives ouvertes sont composées d'individus qui peuvent gagner de l'argent et/ou de la réputation en contribuant simultanément à des solutions techniquement rivales mais non-propriétaires (open source). Ça engendre un effet de tirage vers le haut des solutions, car elles profitent mutuellement de leurs avantages comparatifs. En cas de vente des produits et services, les gains sont répartis suivant le niveau de contribution de chacun.

(D'après un texte de Yan Eperon)

En mode coopératif, ce projet pourrait intégrer les bonnes idées d'alternatives qui globalement s'avèrent in fine moins satisfaisantes pour ensuite le fabriquer en série.

Ainsi, on optimiserait chaque étape de la vie des produits industriels depuis la conception, la fabrication, jusqu'au recyclage, réduisant ainsi considérablement le coût écologique, qu'il serait ainsi possible de ramener à quelque chose de supportable. Par ailleurs, une telle homogénéisation faciliterait énormément les opérations d'entretien, puisque quasi identiques pour tous les appareils.

On peut objecter que vivre avec un seul modèle de machine à laver ou d'automobile serait bien triste. Mais il suffit, au besoin, de répéter ce processus pour différents appareils, tout en conservant un maximum d'éléments communs. Et pourquoi ne pas personnaliser ces objets à travers des activités artisanales, ou ludiques, comme cela se pratique par exemple dans l'automobile (customiser...).

D'un paradigme conduisant à maximiser les productions de tout et n'importe quoi au mépris des ressources, il nous faudra produire le moins possible d'objets durables pour préserver désormais ces mêmes ressources. Autant dire que les changements sont aujourd'hui inimaginables...

5- Reconsidérer les transports et la vitesse.

Attention, il ne s'agit pas de retourner au Moyen Âge...

Les transports consomment de l'énergie. La vitesse est un facteur aggravant.

5.1 - Reposer la question des transports individuels.

L'exemple automobile couplé au train ou au bateau est significatif :

Besoin : transports particuliers d'un point x à un point y disponibles à toutes heures.

Réponse : mise en circulation de petites autos, telles nos voitures sans permis, et conçues pour minimiser le coût écologique.

Vitesse limitée à 60 km/h, 2 ou 4 places, poids maximum de 300 kg, routes reliées au réseau ferré et voies maritimes et fluviales, semblent répondre au problème général. Véhicule éventuellement sans chauffeur...

Une gestion intelligente du trafic serait de diffuser en temps réel les trajets de chaque auto de sorte que quiconque puisse l'utiliser à son passage... Le Smartphone de « l'autostoppeur » permettrait de choisir son véhicule en fonction des trajets et places disponibles, et lui signaler sa présence.

Évidemment, il faut gérer les cas particuliers...

Un tel système serait d'autant plus efficace qu'il y aurait de coopération (voir page 87) et implique de revoir les infrastructures. Une vision globale est à préciser.

5.2 - Bannir les transports aériens, maritimes et terrestres utilisant des énergies fossiles économiserait énormément de combustibles et limiterait de manière drastique la pollution.

5.3 Développer les transports maritimes à voile et électricité, permis grâce aux considérables progrès technologiques issus de la compétition, et aux prévisions météorologiques qui permettent de calculer les meilleurs itinéraires ;

5.4 - Réhabiliter, dans leur respect, les animaux, ne plus chercher à « gagner du temps », mais à l'utiliser de la manière la plus bénéfique possible...

Le transport n'est qu'un exemple, tout doit être repensé :

On peut se demander quel est l'intérêt de produire à distance ce que l'on peut produire sur place, de même s'interroger sur l'intérêt d'aller le plus vite possible, dans la mesure où il n'y a pas de nécessité particulière, si ce ne sont celles que des intérêts marchands ont distillés dans les esprits.

6- Isoler les habitations existantes, et construire des immeubles producteurs d'énergie...

7- Remettre l'espace naturel dans un état comparable à celui de l'époque préindustrielle :

Créer en masse de nouvelles activités répondant aux besoins humains, sociaux ou écologiques, financées par la Rente issue des droits d'usage. On peut penser à l'isolation des anciens logements, à la construction de nouveaux habitats, à une industrie du recyclage, à la production d'énergies renouvelables, aux infrastructures nécessaires aux nouveaux modes de transport, et bien sur au redéveloppement d'un secteur agricole naturel dévasté par 70 années de « progrès »...

L'aménagement des territoires doit être repensé pour les utiliser au mieux de leurs particularités, compte tenu des nouveaux modes de vie qui se développeront.

8- Un important secteur économique se destinerait à la reconstruction et à l'équipement des pays détruits, de sorte que des économies locales et dotées de moyens modernes, puissent s'y développer.

Chacun pourrait se mettre en valeur dans ces secteurs, au réel avenir.

9- Gratuité (financés par la Rente) des services publics : Education, Santé, Transports, (Sécurité sociale et économique)

Une approche intéressante serait aussi de remonter à une époque où notre empreinte écologique était faible, et de faire le tri dans tout ce que le « progrès » nous a apporté...

Et l'homme dans ce nouveau paradigme?

L'adaptation de chacun de nous à la société dépend de la manière dont notre individualité aura été formatée durant notre enfance, en raison d'influences de tous ordres.

L'École y tient un rôle essentiel, comme nous le savons.

Les petits hommes sont préparés au rôle qu'ils auront à tenir dans la société, en fonction de leurs facultés.

Dans le capitalisme actuel, ils auront compris (ou pas) qu'ils devront se battre, qu'il y aura des vainqueurs et des vaincus, des dominants et des dominés. Certains se prendront au jeu, alors que d'autres chercheront à le contourner.

Dans le paradigme que nous proposons, l'objectif de l'école serait de mettre en avant l'esprit de coopération, l'écologie, la rareté et donc la valeur des matières premières, le souci de ne pas générer de déchets et de pollution, et de réfléchir par soi-même.

Les évolutions se feraient ensuite pour ainsi dire spontanément, de par la logique du système. Les acteurs seraient formés pour aller dans le « bon sens » et y trouveraient intérêt à commencer par les entreprises dont le profit serait lié à la reconstruction de la biosphère.

Le nouveau rôle des grands médias.

Non plus soumis au diktat de leurs propriétaires et financeurs privés, mais désormais au service du nouveau Système, ils se verraient attribuer toutes sortes de missions, à commencer par celle d'assurer une éducation populaire.

L'éducation populaire vise essentiellement l'amélioration du système social et l'épanouissement individuel et collectif, en dehors des structures traditionnelles (famille) et institutionnelles (enseignement).

C'est au siècle des Lumières, au XVIIIe siècle, que l'idée d'une éducation pour tous apparaît comme une nécessité pour contrer l'obscurantisme et la mainmise de l'Eglise catholique sur la société. Pendant la Révolution française Condorcet défend cette idée dans un Rapport sur l'instruction publique remis en avril 1792 à l'Assemblée législative.

*"Tant qu'il y aura des hommes qui n'obéiront pas à leur raison seule, qui recevront leurs opinions d'une opinion étrangère, en vain toutes les chaînes auraient été brisées, en vain des opinions de commandes seraient d'utiles vérités. Le genre humain n'en resterait pas moins partagé entre deux classes : celle des hommes qui raisonnent, et celle des hommes qui croient. Celle des maîtres et celle des esclaves."*⁴⁶

46 - http://www.toupie.org/Dictionnaire/Education_populaire.htm

Il est évident que cette proposition est en total décalage avec les pensées dominantes, bien qu'un changement radical de paradigme économique soit obligatoire pour sortir de la crise écologique et sociale qui finira par détruire notre civilisation.

Par conséquent nous devons enclencher une révolution légitimée par le fait que, au profit d'une minorité, les Droits de l'Homme ont été trahis :

- 1- Par l'abandon de notre souveraineté monétaire, élément essentiel d'une démocratie, et l'endettement massif de l'Etat qui s'en est suivi.
- 2- En permettant l'évasion fiscale massive.
- 3- Par la privatisation d'infrastructures et entreprises publiques, contre les intérêts du peuple.
- 4- Par l'abandon de services publics et de territoires.
- 5- Par l'abandon d'outils industriels indispensables à la souveraineté nationale.
- 6- Par la mise en concurrence des travailleurs nationaux avec ceux du monde entier sans protection vis-à-vis du dumping social qui en résulte évidemment, et les écrase sous le chômage et la précarité.

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, qui est la Loi suprême inscrite dans le préambule de la Constitution de 1958, prévoit dans son article 16 :

« Toute Société dans laquelle la garantie des Droits n'est pas assurée, ni la séparation des Pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution. »,

Dans l'article 12 est précisé :

« La garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée. »

Par conséquent la force publique doit remettre le pouvoir au peuple qui, dans le cadre d'un gouvernement de transition, écrira une nouvelle Constitution...

Partout les nations doivent faire leur révolution. Les premières devront aider les suivantes de sorte à former un groupe uni, jusqu'à s'étendre à la Terre entière.

En résumé :

Le système économique idéal se définit à partir de quatre principes :

1. La Terre et les ressources premières sont des biens communs, propriété inaliénable de la collectivité, qui a la responsabilité de les transmettre aux générations suivantes.
2. Chacun peut acheter des « droits d'usage » de ces biens communs à la collectivité, qui en assure une gestion pérenne.
3. La Banque centrale et la Rente issue des « droits d'usage », permettent à la collectivité de financer la protection et l'entretien de l'éco-socio-système.
4. Chacun peut entreprendre librement afin, en particulier, de répondre aux besoins de la collectivité, et de financer ainsi ses « droits d'usage » et autres...

Il est remarquable que si l'on remplace « collectivité » par « propriétaires privés », on retrouve le système actuel.

Les objectifs des propriétaires privés (accumuler des richesses), sont remplacés par ceux de la collectivité !

Enfin, la croissance économique, devenue non indispensable, n'aurait plus d'incidence catastrophique, bien au contraire !

Il s'agirait donc de remettre le monde à l'endroit.

Cela suppose une administration et une mobilisation de guerre : l'ennemi, c'est le modèle économique actuel !

La gestion collective des ressources, à toutes les échelles possible (communes, nations, planète,) est LA condition nécessaire (et non suffisante) de notre survie.

Il est particulièrement bien vu de l'envisager dans les communes, seule échelle aujourd'hui possible compte tenu du pouvoir en place...

Postface

Le « système d'après » dont il est question ici existe déjà, du moins pour l'outil productif et à petite échelle. Il s'agit des SCOP (Sociétés coopératives de production).

Une telle société, non plus limitée à une ou quelques entreprises, mais regroupant l'ensemble des entreprises situées sur le territoire des nations volontaires, aurait une puissance économique, écologique et sociale considérable, puisque disposant de l'intégralité des ressources de ces territoires.

Les salariés et les citoyens en seraient les patrons⁴⁷ et les propriétaires. Leurs objectifs seraient de répondre aux besoins de la société, en particulier à la restauration des écosystèmes à l'échelle de la planète, puisque tous sont liés.

Ci-après des extraits de la page *Wikipédia* concernant la plus grande des SCOP actuelles, la « **Corporation Mondragon** » :

47 - Comme toutes les entreprises, les SCOP disposent d'une organisation et d'une direction. Seules les grandes décisions stratégiques sont prises avec l'ensemble des salariés associés lors des assemblées générales. Au quotidien, la direction assume pleinement son rôle. La pédagogie du dirigeant, l'écoute et l'implication du personnel facilitent la prise de décision. Le mot synergie prend tout son sens.

(Extrait du site <http://www.les-scop.coop/sites/fr/>)

« Corporation Mondragon est un groupe basque de 289 entreprises et entités en 2012 (dont environ la moitié sont elles aussi des coopératives), structurées en quatre groupes sectoriels : la finance, l'industrie, la distribution, et la connaissance avec des aires de recherche et de formation. C'est le plus grand groupe coopératif du monde. »

« Le groupe rassemble 110 coopératives et emploie 80 321 personnes, dont 82 % en Espagne. Le pôle recherche et innovation rassemble quinze centres technologiques et 2 096 chercheurs, dans lesquels le groupe — qui possède 564 brevets — a investi 160 millions d'euros en 2012. »

« Elle se donne les objectifs d'une entreprise compétitive sur les marchés internationaux, par l'utilisation de méthodes démocratiques d'organisation de la société, la création d'emploi, la promotion humaine et professionnelle de ses travailleurs et l'engagement de développement de son environnement social. »⁴⁸

Soulignons que la « compétitivité » dont il est question est relative au monde capitaliste auquel cette corporation se confronte, tout comme « le profit » bien que cette notion n'apparaisse pas dans ses objectifs.

48 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Corporation_Mondragon

ANNEXE

Voici en quelques illustrations, l'évolution de notre système capitaliste au cours du siècle dernier.

Mutation du capitalisme en occident

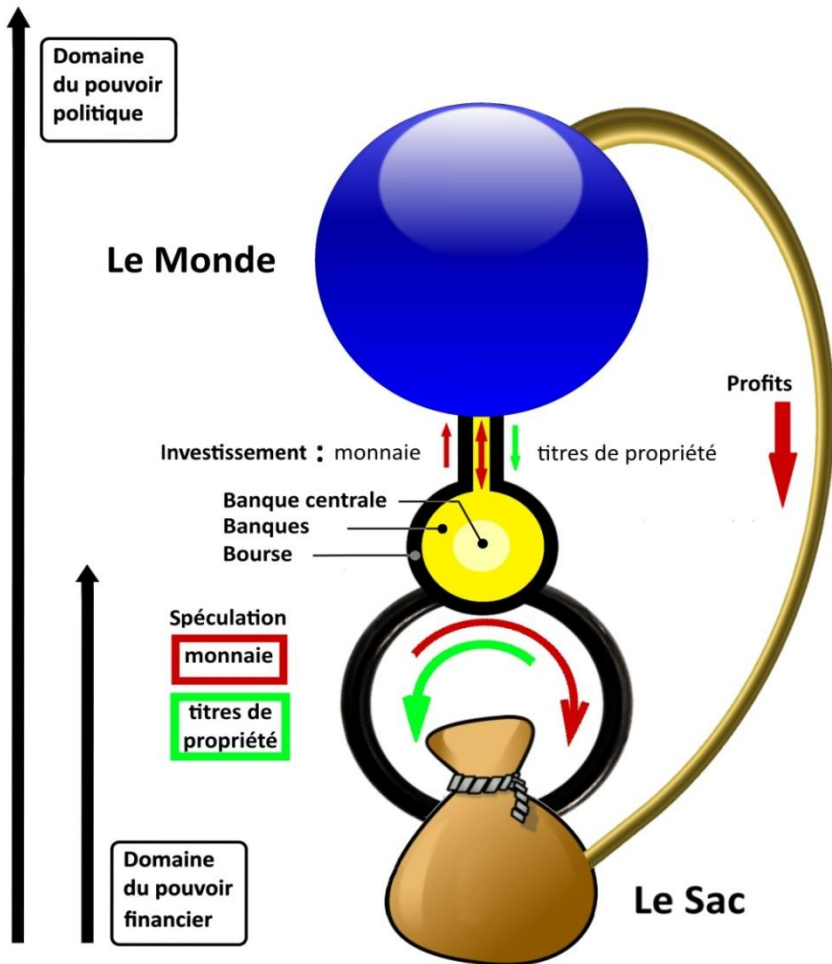
À son origine, son objet était de satisfaire les besoins des propriétaires du capital (des ressources) et, par « ruissellement », ceux des travailleurs indispensables aux propriétaires.

Mais, progressivement, les machines remplaçant avantageusement les travailleurs, ceux-ci sont devenus des charges inutiles et encombrantes pour les propriétaires.

C'est alors que l'on entreprit, au début des années 1970, la mutation du capitalisme qui, d'un moyen de satisfaire les besoins de tous (du moins en principe), devint un moyen d'exclure progressivement les masses de l'accès aux ressources, de sorte à les réserver aux seuls propriétaires.

Nous avons illustré cette période de l'histoire, ainsi que le système que nous proposons pour l'avenir, ci-après.

**Système capitaliste en phase de développement
(Jusque dans les années 1970) :**



En haut on trouve «Le Monde» (où l'on vit).

Au milieu, la « pompe à monnaie », constituée :

- De la **Banque centrale** qui supervise le système bancaire et crée une partie de la monnaie ;
- Des **banques** commerciales qui en produisent l'essentiel à travers le crédit ;
- de la **Bourse**, où l'on échange des titres de propriété (actions...). Ces titres, et leur monnaie d'échange, circulent dans l'anneau relié au sac. C'est la spéculation.

Le sac est constitué des dépôts de chaque joueur (spéculateur) et de leurs titres de propriété.

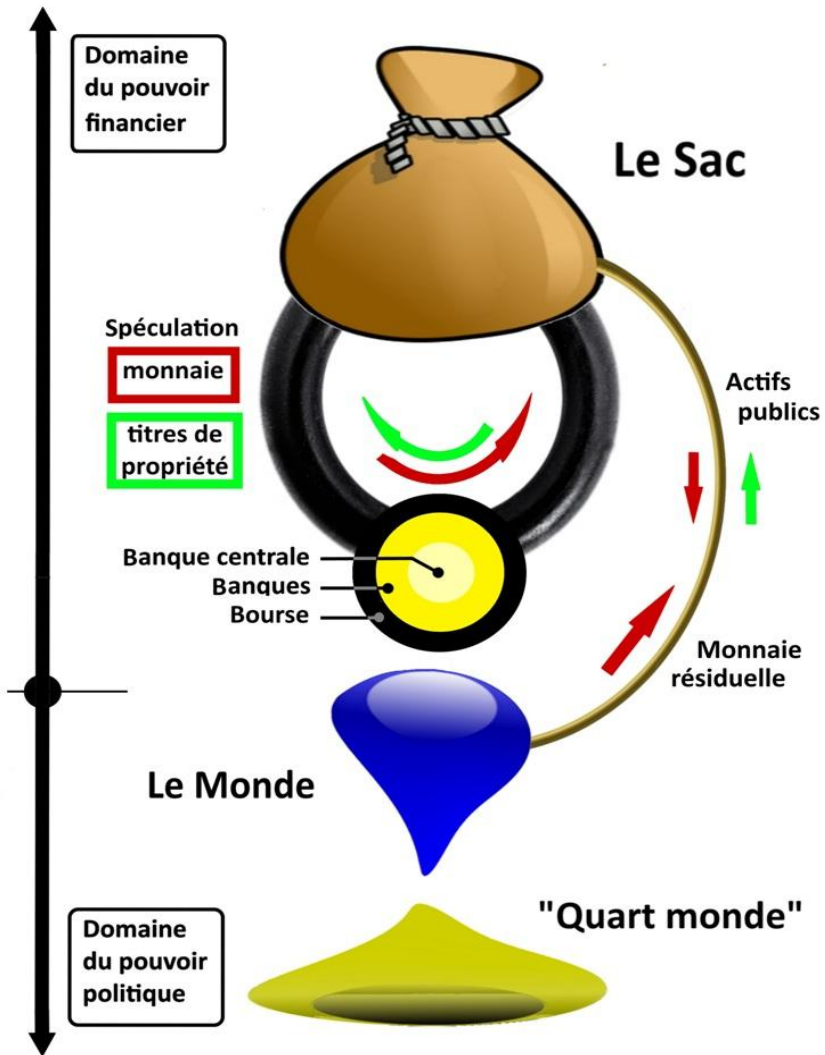
Le but du jeu est, pour chaque joueur, de maximiser le profit dégagé des investissements productifs ou spéculatifs.

Le profit est ce qui retourne aux joueurs, une fois leurs opérations réalisées.

L'investissement en **actions nouvelles** et **prêts bancaires** finance « l'économie réelle », c'est-à-dire les entreprises, les infrastructures, etc.

La quantité de monnaie présente dans le système augmente ou diminue avec les prêts bancaires ou leurs remboursements. L'activité économique (production et spéculation) en dépend.

Système capitaliste en phase terminale
(Depuis les années 1980) :



L'accumulation est une fin en soi. **Le sac** a remplacé « Le Monde » au **sommet du système**.

L'investissement dans l'économie réelle a pratiquement disparu. **L'activité productive diminue**.

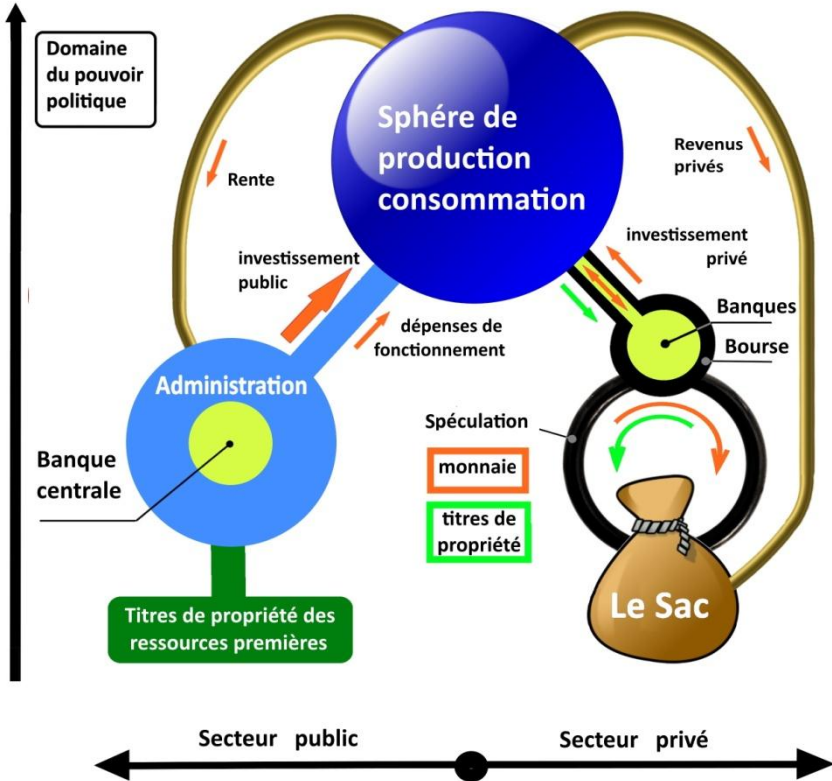
L'investissement destiné à **la spéculation s'accroît**.

Avec de la monnaie qu'ils ont eux même « imprimée », les puissants s'approprient les infrastructures et autres actifs publics, pour ensuite récupérer « leur » monnaie à l'aide de taxes et péages qu'ils pourront exiger des usagers.

Les peuples dépossédés progressivement tombent dans le « **Quart monde** ».

La spéculation entraîne une **concentration des fortunes** chez les joueurs les plus puissants, qui sont les « **maîtres du monde** ».

Systeme que nous proposons :
(Après 2020...)



Il se scinde en deux parties : secteur public et secteur privé.

Le secteur public détiendrait la propriété lucrative des ressources premières qui sont, pour rappel :

- La biosphère en général, le sol, le sous-sol,
- Les réseaux de communication : matériel, énergie, informationnel,
- Les services de Santé, Éducation,
- Les immeubles,
- Les grandes entreprises,
- Les médias qui fabriquent « l'opinion »,
- Le Savoir
- Les informations stratégiques,⁴⁹
- La monnaie.

L'administration, sous le contrôle des citoyens, assurerait la gestion responsable de ces ressources. La Banque centrale en financerait les investissements (nouvelles infrastructures, équipements...).

Par ailleurs, la Rente résultant de la vente de droits d'usage des ressources premières au secteur privé servirait, avec le concours de la Banque centrale, les dépenses de fonctionnement et d'entretien de ces ressources collectives.

49 - Ce que l'on appelle les DATA, qui caractérisent individus, entreprises, associations... utiles à leur exploitation, manipulation, et surveillance.

À la mise en place de ce système, la Banque centrale émettrait la monnaie destinée à l'indemnisation de certains⁵⁰ anciens propriétaires des ressources socialisées. **Le sac recevrait cette monnaie**, à laquelle s'ajouteraient ensuite les profits et salaires des entreprises privées travaillant pour le secteur public, et autres recettes privées...

Les revenus du secteur privé résulteraient des services rendus au secteur public (Par ailleurs, à l'intérieur du secteur privé le profit des uns proviendrait des dépenses des autres).

Les besoins sociaux et écologiques sont énormes. La croissance économique soutenue par la Banque centrale serait donc, au moins dans les premiers temps, considérable. Le plein emploi, ô combien utile, serait une réalité.

Remarquons que contrairement à ce que l'on dit, la « croissance » n'est pas nécessairement synonyme de catastrophes : cela dépend des vices et des vertus du système concerné ! (Voir p. 80)

50 - Voir page 72

Epilogue

Nous vivons la fin de l'Histoire commencée en 1789. La logique en est très simple : Les plus riches, depuis toujours, exercent leur pouvoir. La démocratie n'est qu'un leurre.

Dès l'abolition de la monarchie leur intérêt fut de développer et industrialiser le monde qu'ils contrôlaient, pour améliorer leurs conditions d'existence. Toute la main d'œuvre disponible fut employée. Le salariat ayant remplacé l'esclavage, une amélioration générale du niveau de vie des « travailleurs » s'en est suivie, jusqu'à l'apothéose des « 30 glorieuses ».

C'est alors que les événements des printemps 1968 mirent en évidence que les peuples avaient désormais les moyens de prendre le contrôle ! (« 68 » a échoué faute de réflexion politique).

La « financiarisation » du capitalisme permit aux puissants de conforter leur pouvoir :

L'objet du capitalisme fut non plus de maximiser les profits issus de la production de biens réels, mais de maximiser ceux issus de la spéculation financière.

Les pleins pouvoirs furent donnés aux Banques centrales. On ouvrit les marchés. La mise en concurrence des travailleurs du monde entier, et l'automatisation, écrasèrent les peuples sous le chômage de masse et la précarité.

Après le risque que les peuples prennent le pouvoir, il y a celui des perturbations de la nature, et de la raréfaction de ses ressources :

Les plus riches sont maintenant confrontés aux désastres écologiques, conséquence de cette financiarisation qui a poussé à faire n'importe quoi pour « faire de l'argent ».

La disparition d'un grand nombre des habitants de la planète, leur permettrait de disposer de l'ensemble de ses ressources.

Nous étrangler économiquement, détruire nos moyens d'existence, nous pousser au désespoir, et déclencher des conflits mortifères pourraient offrir une solution.

Il ne s'agit pas là de procès d'intention, mais de constater une logique implacable.

Bonus - *Comment se débarrasser d'un peuple :*

Il suffit d'observer que si l'on pressure le peuple, seuls les nouveaux pauvres seront éventuellement motivés par une révolte. (Les anciens pauvres n'en ont plus les moyens, les catégories supérieures sont indifférentes.)

La bonne méthode consistera à enfoncer le peuple de sorte que la fraction susceptible de se révolter ne soit pas trop importante. On se limitera donc à une branche professionnelle, ou à une catégorie sociale.

Si par maladresse une révolte se produit, la diviser en prenant des mesures dont seule une partie supérieure pourra bénéficier. Cela calmera les ardeurs révolutionnaires de certains, tandis que les autres pourront sombrer dans l'indifférence générale.

Attendre quelques temps, avant de remettre une pression...

(Noter qu'il est particulièrement risqué de pénaliser d'un coup l'ensemble d'une population déjà fragilisée, en augmentant par exemple le prix du pain, ou du gasoil...)

Cette méthode est utilisée depuis les années 1970, et donne d'excellents résultats : près de 10 millions de pauvres en France, en 2018.

Loi fondamentale du capitalisme :

1. La Terre et les ressources premières sont, lorsque physiquement possible, propriété de personnes privées, transmise à leurs descendants.

2. Chacun peut acheter des «droits d'usage» aux propriétaires, qui assurent une gestion généralement désastreuse de ces ressources pour maximiser leur profit.

3. La Rente issue des «droits d'usage» permet l'enrichissement des propriétaires.

4. Dans ce cadre, l'entreprise est libre. Elle sera d'autant plus profitable que le marché sera captif et manipulé.

Loi fondamentale pour une humanité durable :

- 1. La Terre et les ressources premières sont des biens communs, propriété inaliénable de la collectivité qui a la responsabilité de les transmettre aux générations suivantes.**
2. Chacun peut acheter des «droits d'usage» de biens communs à la collectivité dans les limites d'une gestion raisonnée.
- 3. La Rente issue des «droits d'usage» permet à la collectivité de financer l'entretien de la biosphère.**
4. Dans ce cadre, l'entreprise est libre et sera d'autant plus profitable qu'elle répondra aux souhaits de la collectivité.

Sommaire

• Comprendre la tragédie capitaliste	P 11
• Les biens communs, leur gaspillage,	P 17
• La nature, son saccage,	P 19
• La misère, le fanatisme,	P 19
• Les puissants, leurs marionnettes,	P 20
• Les deux camps : propriétaires et travailleurs,	P 23
• Les ressources premières, le capital,	P 23, 72
• Le savoir-faire, le travail,	P 23
• La Rente, le profit,	P 24, 49
• La propriété,	P 25, 64, 81
• Les fonctionnaires, les salariés,	P 25
• Gérer dans le temps.	P 29
• Le chômage de masse,	P 30
• Les banquiers,	P 32
• La monnaie,	P 32
• La Banque centrale, les banques...	P 33
• La spéculation,	P 34
• L'État,	P 36
• La dette, les intérêts,	P 36
• L'impôt,	P 37
• L'effondrement,	P 38
• Les grands patrons, et les petits,	P 43
• La « tour Eiffel » sociale,	P 45
• Les syndicats,	P 46
• La « mondialisation »,	P 47
• Les élections présidentielles,	P 50

• Les experts,	P 52
• Les médias,	P 53
• L'École,	P 56
• Le pouvoir,	P 58
• Imaginer le système d'Après !	P 60
• La liberté,	P 65
• La collectivité,	P 65
• Le communisme,	P 66
• Le libéralisme,	P 67
• Communisme libéral,	P 67
• Administration,	P 67
• L'inflation,	P 68
• Déflation,	P 69
• La croissance,	P 69, 80
• Le Pouvoir économique au peuple,	P 74
• Financement	P 78
• Propriété	P 81
• Les premiers objectifs...	P 83
• Et l'homme dans ce nouveau paradigme ?	P 92
• Le nouveau rôle des médias,	P 93
• Révolution,	P 94
• Postface, les SCOP,	P 98
• Mutation du capitalisme,	P 101
• Epilogue,	P 109
• Bonus - Comment se débarrasser d'un peuple.	P 111

« Le capitalisme épuise les ressources de l'humanité, sans pour autant répondre à ses besoins.

C'est monstrueux, et nous ne le voyons pas ! »

Livre en version papier :

<https://www.amazon.fr/dp/B084DFY1MG>